

Pierre Horn  
Le défi de l'enracinement  
napoléonien entre Rhin  
et Meuse, 1810–1814



# **Pariser Historische Studien**

Herausgegeben vom  
Deutschen Historischen Institut Paris

Band 107

*Pierre Horn*

**Le défi de l'enracinement  
napoléonien entre Rhin  
et Meuse, 1810–1814**

L'opinion publique dans les départements  
de la Roër, de l'Ourthe, des Forêts  
et de la Moselle

**DE GRUYTER**  
OLDENBOURG

Pariser Historische Studien

Herausgeber: Prof. Dr. Thomas Maissen

Redaktionsleitung: Dr. Stefan Martens

Redaktion: Veronika Vollmer

Anschrift: Deutsches Historisches Institut (Institut historique allemand)

Hôtel Duret-de-Chevry, 8, rue du Parc-Royal, F-75003 Paris

Library of Congress Cataloging-in-Publication Data

A CIP catalog record for this book has been applied for at the Library of Congress.

Bibliografische Information der Deutschen Nationalbibliothek

Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über <http://dnb.dnb.de> abrufbar.

© 2017 Walter de Gruyter GmbH, Berlin/Boston

Druck und Bindung: Hubert & Co. GmbH & Co. KG, Göttingen

Lektorat: Veronika Vollmer, Pascal Pichon

Umschlagabbildung: Allégorie de la fin du Premier Empire et de la chute de Napoléon illustrant le poème »L'Idole« d'Auguste Barbier (1805–1882), écrit en 1831; l'estampe est réalisée après 1911. Photo: musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais/Pascal Segrette

Gedruckt auf säurefreiem Papier

Printed in Germany

[www.degruyter.com](http://www.degruyter.com)

ISBN 978-3-11-041519-3

e-ISBN (PDF) 978-3-11-041545-2

e-ISBN (EPUB) 978-3-11-041571-1

ISSN 0479-5997

Ô Corse à cheveux plats! que ta France était belle  
     Au grand soleil de messidor!  
 C'était une cavale indomptable et rebelle,  
     Sans frein d'acier ni rênes d'or;  
 Une jument sauvage à la croupe rustique,  
     Fumante encor du sang des rois,  
 Mais fière, et d'un pied fort heurtant le sol antique,  
     Libre pour la première fois.  
 Jamais aucune main n'avait passé sur elle  
     Pour la flétrir et l'outrager;  
 Jamais ses larges flancs n'avaient porté la selle  
     Et le harnais de l'étranger;  
 Tout son poil était vierge, et, belle vagabonde,  
     L'œil haut, la croupe en mouvement,  
 Sur ses jarrets dressée, elle effrayait le monde  
     Du bruit de son hennissement.  
 Tu parus, et sitôt que tu vis son allure,  
     Ses reins si souples et dispos,  
 Dompteur audacieux tu pris sa chevelure,  
     Tu montas botté sur son dos.  
 Alors, comme elle aimait les rumeurs de la guerre,  
     La poudre, les tambours battants,  
 Pour champ de course, alors tu lui donnas la terre  
     Et des combats pour passe-temps:  
 Alors, plus de repos, plus de nuits, plus de sommes,  
     Toujours l'air, toujours le travail.  
 Toujours comme du sable écraser des corps d'hommes,  
     Toujours du sang jusqu'au poitrail.  
 Quinze ans son dur sabot, dans sa course rapide,  
     Broya les générations;  
 Quinze ans elle passa, fumante, à toute bride,  
     Sur le ventre des nations;  
     Enfin, lasse d'aller sans finir sa carrière,  
     D'aller sans user son chemin,  
 De pétrir l'univers, et comme une poussière  
     De soulever le genre humain;  
     Les jarrets épuisés, haletante, sans force  
     Et fléchissant à chaque pas,  
 Elle demanda grâce à son cavalier corse;  
     Mais, bourreau, tu n'écoutes pas!  
 Tu la pressas plus fort de ta cuisse nerveuse,  
     Pour étouffer ses cris ardents,  
 Tu retournas le mors dans sa bouche baveuse,  
     De fureur tu brisas ses dents;  
     Elle se releva: mais un jour de bataille,  
     Ne pouvant plus mordre ses freins,  
 Mourante, elle tomba sur un lit de mitraille  
     Et du coup te cassa les reins.

Auguste BARBIER (1805–1882), *L'Idole*, dans: *Lambes*, Paris 1832



# Sommaire

Avant-propos	13
Introduction	15
I. Du terreau & des racines. La pesanteur des structures	
1. Le défi de la distance culturelle entre l'ancienne France et les pays réunis	53
1.1 L'improbable fusion culturelle de l'ancienne France et des pays réunis	55
1.1.1 La différence culturelle, facteur d'incompréhension réciproque	55
1.1.2 Quelle fusion entre anciens Français et habitants des pays réunis?	65
1.1.3 La barrière linguistique et le mythe de la francisation des pays réunis	70
1.2 Sensibilités belges et allemandes à la croisée des éléments culturel et religieux	81
1.2.1 Pertinence et limites de l'élément politico-religieux dans les pays réunis	81
1.2.2 La résistance aux Lumières ou la prégnance de l'élément culturel-religieux	88
1.2.3 La propagation du scepticisme religieux <i>via</i> les militaires et les vétérans?	93
1.3 La persistance du fossé entre l'ancienne France et les pays réunis à la lumière des événements de la fin 1813 et du début 1814	96
1.3.1 De la méfiance croissante des anciens Français à l'égard des pays réunis	96
1.3.2 Les exactions des militaires français en réponse à l'attitude ambiguë des Rhénans	104
1.3.3 Sentiments antifrançais et espérances autour d'une fin du régime français	108
2. La fidélité ambiguë des pays réunis: un attachement aux dominations d'Ancien Régime?	117
2.1 L'agitation des pays réunis lors des conflits opposant la France napoléonienne aux dominations d'Ancien Régime	118

2.1.1	Les conflits franco-prussiens ou le malaise des anciens sujets des Hohenzollern . . . . .	119
2.1.2	Les conflits franco-autrichiens et l'aura de l'Autriche dans les pays réunis . . . . .	124
2.2	L'alliance franco-autrichienne et l'absorption du sentiment proautrichien par le régime napoléonien? . . . . .	132
2.2.1	La métamorphose de l'opinion publique et l'apparente récupération du sentiment proautrichien (1810–1811) . . . . .	134
2.2.2	La naissance du roi de Rome (1811): un divertissement triomphal dénué de signification politique? . . . . .	140
2.2.3	Une amélioration de l'esprit public en trompe-l'œil dans les pays réunis (1811–1813) . . . . .	144
2.3	De la nature de l'attachement aux anciennes dominations dans les pays réunis: un »patriotisme« d'Ancien Régime? . . . . .	149
2.3.1	Le souvenir idéalisé de l'Ancien Régime dans les classes laborieuses . . . . .	149
2.3.2	Relations de familles et doubles loyautés dans les classes supérieures . . . . .	154
2.3.3	L'absence de »patriotisme« prussien et proautrichien à l'heure de l'invasion . . . . .	160
	Synthèse de la première partie . . . . .	173

II. Des pétales & des épines. Une politique ambivalente

3.	Vers plus d'État et plus d'ordre: une politique napoléonienne à double tranchant . . . . .	181
3.1	Une centralisation au soutien essentiellement urbain et au bilan mitigé . . . . .	182
3.1.1	La départementalisation ou la redistribution des pouvoirs et des charges . . . . .	183
3.1.2	Le triomphe de l'État centralisateur napoléonien à travers l'institution-phare de la conscription (1811–1812)? . . . . .	190
3.1.3	Une action centralisatrice entravée par une forte culture de défiance? . . . . .	197
3.2	Les institutions, la loi et la méthode: l'État de droit et la tentation de l'arbitraire . . . . .	205



3.2.1	Des institutions avancées et un arsenal législatif allègrement contourné . . . . .	205
3.2.2	La méthode exécrée: l'obsession de l'intrusion napoléonienne . . . . .	210
3.2.3	Une recrudescence du recours à l'arbitraire à la fin du régime napoléonien? . . . . .	216
3.3	Le nouvel ordre social et le »partage des faveurs« . . . . .	221
3.3.1	Gagnants et perdants du passage au nouveau régime en haut de l'échelle sociale . . . . .	221
3.3.2	Nature et limites du ralliement en haut de l'échelle sociale . . . . .	227
3.3.3	Préoccupations quotidiennes et »admiration impériale« dans les classes laborieuses? . . . . .	231
4.	Entre essor industriel et déclin commercial: une politique économique ambivalente . . . . .	241
4.1	Prospérité napoléonienne et suprématie française en Europe . . . . .	242
4.1.1	Un cadre favorable au décollage économique entre Rhin et Meuse . . . . .	243
4.1.2	Prise de position des contemporains en faveur d'un système économique bienfaisant . . . . .	247
4.2	Mécontentement sous-jacent et critiques récurrentes de nature économique . . . . .	253
4.2.1	Une souffrance sourde dans un espace économique en profonde mutation . . . . .	253
4.2.2	Un protectionnisme artificiel et un dirigisme destructeur du commerce? . . . . .	259
4.2.3	Ranceurs autour des monopoles d'État et faveurs économiques jalouées . . . . .	265
4.3	L'économie parallèle: adhésion et rejet autour de la fraude et de la contrebande . . . . .	270
4.3.1	Un système illicite profitant à une majorité de contemporains des bords du Rhin? . . . . .	271
4.3.2	Fraude et contrebande sur des frontières économiques intérieures? . . . . .	278
	Synthèse de la deuxième partie . . . . .	285
III. Des frimas & de la grêle. Une conjoncture acharnée?		
5.	Le temps des conjonctures défavorables: le régime inflexible dans les crises (1811–1813)? . . . . .	295

5.1	L'augmentation des charges dans un contexte difficile: l'épuisement économique . . . . .	296
5.1.1	La crise agricole: une piètre récolte dans un contexte de hausse du prix des subsistances . . .	297
5.1.2	La crise industrielle et commerciale: solidité du tissu industriel, mais misère ouvrière	302
5.1.3	Intelligence tactique et aveuglement stratégique du régime en temps de crise? . . . . .	307
5.2	La promesse d'une guerre sans fin: l'épuisement physique et démographique . . . . .	311
5.2.1	Les blessures et les peurs d'une guerre longue et à la violence inédite (1792–1814) . . . . .	311
5.2.2	Des campagnes pacifistes et des centres industriels belliqueux (1811–1812)? . . . . .	316
5.2.3	Un apogée napoléonien malgré la guerre de Russie, voire grâce à elle? . . . . .	320
5.2.4	Une douleur assourdissante: du désir de paix au rejet de la guerre (1813–1814) . . . . .	324
5.3	La crise de confiance et l'épuisement psychologique (1813)	330
5.3.1	Récurrence nouvelle du spectre sous-jacent de la Révolution française . . . . .	330
5.3.2	La prise de distance croissante des fonctionnaires découragés et prudents . . . . .	335
5.3.3	La défection progressive des notables et l'évaporation des partisans du régime . . . . .	339
6.	La fin du régime napoléonien: l'heure du bilan entre Rhin et Meuse	347
6.1	De la gestation de l'insoumission à l'explosion (novembre 1813–décembre 1813) . . . . .	348
6.1.1	L'insoumission en gestation dans les pays réunis (novembre 1813) . . . . .	348
6.1.2	Le »révélateur« de l'affaire de Neuss dans les pays réunis (décembre 1813) . . . . .	353
6.1.3	Le dévouement mosellan à rude épreuve (novembre–décembre 1813) . . . . .	357
6.2	L'invasion et le triomphe des inerties entre Rhin et Meuse (janvier 1814) . . . . .	362
6.2.1	Résistances belges et apparition de »partisans« des coalisés dans les Ardennes . . . . .	362
6.2.2	Apogée de la désobéissance et répression accrue sur la rive gauche du Rhin . . . . .	369
6.2.3	La diffusion des résistances à l'ancienne France: la Moselle métamorphosée . . . . .	373

6.3	L'état des esprits à l'heure du changement de régime (début 1814) . . . . .	378
6.3.1	L'évacuation de la rive gauche du Rhin (Clèves, Bonn, Cologne, Aix-la-Chapelle) . . . . .	379
6.3.2	L'évacuation de l'Ourthe, l'invasion de la Sarre et des Forêts . . . . .	387
6.3.3	Essai de synthèse des sentiments dans les pays réunis à l'heure de l'invasion . . . . .	391
6.3.4	Des résistances anticoncentralisatrices généralisées au début de la Restauration dans le département réputé obéissant de la Moselle . . . . .	397
	Synthèse de la troisième partie . . . . .	403
	Conclusion . . . . .	411
	Sources . . . . .	417
	Index des cartes . . . . .	465
	Index des lieux . . . . .	467
	Index des noms de personnes . . . . .	471



# Avant-propos

Le tableau »La Cavale indomptable« (Debat-Ponsan, 1911) donne à voir un allégorique étalon qui, fièrement dressé et d'une blancheur immaculée, aurait désarçonné Napoléon désormais étendu sur le sol et portant sur son épée brisée un regard hagard. C'est l'opinion publique, cette »reine du monde« qui aurait implacablement fait tomber du trône l'homme qui, diront *a posteriori* les essayistes de l'esprit public, a eu l'impudence de la confondre avec sa propre ambition. Il n'est jamais bon, écrit à la fin 1813 le préfet de l'Ourthe Micoud d'Umons en se livrant à la même allégorie de l'opinion publique, d'user du fouet sur un cheval rétif et prêt à s'emporter. Que pousse cependant une monture à faire mordre la poussière à son cavalier? Le caractère même de l'animal, certainement. L'environnement ambiant sans doute aussi, à l'exemple de ces orages terrorisant les équidés. Et puis, la manière de monter s'avère déterminante. Dans l'opinion publique, cette pluralité de facteurs renvoie aux sédimentations et aux structures, aux choix politiques et aux vicissitudes propres à la conjoncture, sans que l'on sache, aujourd'hui encore, lesquels ont joué un rôle véritablement prépondérant dans l'effondrement napoléonien tant ils apparaissent subtilement entremêlés.

Du fait de la nature même de l'objet d'étude, polymorphe et insaisissable, ce travail ne peut ni ne prétend apporter une réponse définitive à ce qu'était l'opinion publique entre Rhin et Meuse à l'époque napoléonienne. Aussi le considérera-t-on comme l'humble jalon d'une réflexion qui s'est épanouie récemment, à la faveur d'un processus d'ouverture européenne qui a posé les bases d'un dépassement des anciennes querelles historiographiques »nationales«. Réconcilier, dans une très dépassionnée histoire franco-allemande et ouest-européenne de l'opinion publique, les véhéments héritages que nous ont légués les historiens français, allemands, belges et luxembourgeois des temps passés, cela en retournant résolument à l'analyse des sources primaires, sans évidemment omettre la production scientifique des quatre pays et la littérature anglo-saxonne, tel a été notre mobile tout au long de cette aventure, qui n'a pas toujours été simple. Face à des milliers de sources d'archives, face à une manne bibliographique considérable en trois à quatre langues, il a par exemple fallu faire des choix, dont nous espérons qu'ils seront compris par le lecteur.

Viennent les remerciements. À mes directeurs de thèse tout d'abord, les professeurs Gabriele B. Clemens (université de la Sarre) et Jacques-Olivier Boudon (université Paris-Sorbonne), pour ces belles années d'échanges scientifiques et humains. Aux membres du jury franco-allemand, ensuite, qui ont honoré cette étude de la plus haute mention universitaire française et allemande. Aux institutions, également, qui m'ont soutenu financièrement: l'université de la Sarre par sa *Graduiertenförderung*, l'université Paris-Sorbonne par la gratification d'un contrat doctoral, l'Université franco-allemande par sa bourse

de mobilité, la Fondation Napoléon par l'attribution d'une prestigieuse bourse d'études et l'Institut historique allemand par la publication de cet ouvrage. J'adresse enfin des remerciements conjoints à toutes les personnes qui, par leurs remarques et leurs conseils, m'ont permis d'avancer dans une démarche parfois tâtonnante; qui, tels les membres de la communauté du Verbe de vie, m'ont hébergé lors de mes séjours en archives; sans oublier tous mes amis et proches qui m'ont soutenu de leur présence et de leurs encouragements bienveillants.

Pierre Horn

# Introduction: Un cadre franco-allemand pour une étude transnationale de l'opinion publique

Les centaines, voire les milliers, d'études historiques consacrées à l'époque napoléonienne depuis le XIX<sup>e</sup> siècle peuvent être classées en trois catégories. Une première famille relève du genre biographique, avec sa dérive »hagiographique« bien connue pour les maréchaux, les figures gouvernementales, les préfets et Napoléon lui-même. De création plus récente, une deuxième famille de travaux, de nature structuraliste, est celle de l'étude des systèmes: grands notables, biens nationaux, crises économiques, etc. Enfin, il est une troisième famille de travaux, qui a connu une exceptionnelle longévité de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours: celle qui est consacrée à l'opinion publique et à un »esprit public«, qui n'est pas son synonyme. Suscitant quelque intérêt dès la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, à la faveur du vent soufflant d'Angleterre sur ces questions, l'opinion publique s'épanouit véritablement comme sujet d'étude sous la Restauration et la monarchie de Juillet, que ce soit sous sa forme conceptuelle ou appliquée aux épisodes républicain et napoléonien<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> De manière non exhaustive: [...], Essais critiques sur l'état actuel de l'esprit public ou éléments du patriotisme à l'usage des Français. Ouvrage composé depuis l'ouverture des États généraux et publié pendant leur tenue, Bruxelles, Paris 1789; Jean-Marie ROLAND DE LA PLATIERE, De l'esprit public. Chapitre XXV<sup>e</sup> du compte rendu par le ministre de l'Intérieur à la Convention nationale, le 6 janvier 1793, Paris 1793; [...], L'ordre du jour ou réflexion sur l'esprit public, Paris [v. 1796]; L. P. DE BUGNY, De l'esprit de parti en France au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, 1801; C. F. E. TOULONGEON, De l'esprit public. Mémoire désigné pour être lu à la dernière séance de l'Institut national, Paris (novembre) 1801; M. PAQUET-SYMPHORIEN, Voyage historique et pittoresque fait dans les ci-devant Pays-Bas et dans quelques départements voisins pendant les années 1811, 1812 et 1813, 2 vol., Paris 1813.

<sup>2</sup> CONSTANS, De l'esprit de parti. Dédié à l'esprit public, Paris 1814; E. J. M. DENAIN, De l'esprit public en France depuis la déclaration du roi du 2 mai 1814, Paris 1814; HUBERT, L'esprit public. Auteur de: Savez-vous lire une constitution, Bonaparte était-il administrateur?, Sur la liberté de presse, etc., Paris 1814; L. [ancien consul de France], Essai sur l'esprit public, Paris 1815; J. G. A. P. DE CAUNES, De l'esprit public en France, Paris 1816; N. DESGRAVIER, De l'influence que l'intolérance politique peut et doit exercer sur l'esprit public, Libourne 1816; Johann Adam BOOST, Ueber den Zustand der Rheinlande vor und unter der französischen Regierung in Land- und Staatswirtschaftlicher Hinsicht, Darmstadt 1816; [...], De l'esprit de parti. Antidote à tous les pamphlets sur les événements de Lyon en juin 1817, Lyon 1818; [...], L'Esprit de parti. Comédie en trois actes et en vers représentée sur le théâtre royal de l'Odéon le 22 novembre 1817, Paris 1818; [...], Dans la situation où se trouve la France aujourd'hui, convient-il ou non d'accorder la liberté de presse?, Paris 1818; M.\*\*\*, Coup d'œil sur l'esprit public du midi de la France depuis la première Restauration. Suivi d'un Aperçu rapide sur les moyens propres à améliorer son état actuel, Paris 1818; Jean-Antoine MAUDRU, Précis historique des persécutions dirigées par l'esprit de parti, Paris [1818]; [...]

De toute évidence, le rôle joué par les populations civiles dans l'effondrement napoléonien et les questionnements autour de la liberté de presse conduisent de nombreux auteurs à s'y intéresser. Les décennies suivantes, du milieu du XIX<sup>e</sup> au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, voient un certain tassement de la production, mais l'intérêt demeure<sup>3</sup> – tout particulièrement dans les études départementales<sup>4</sup>. Au vu des récents travaux toujours consacrés à la question<sup>5</sup>, l'opinion publique

Lettre d'un Picard à un habitant de Paris sur l'état des affaires publiques en France et la situation présente de l'esprit public des départements comparé à celui de Paris, Paris 1820; Baron GUÉRARD DE ROUILLY, De l'esprit public ou De la toute-puissance de l'opinion, Paris 1820; [...], Souvenirs à l'usage de M. le comte de Villèle et Coup d'œil sur la direction de l'esprit public, Paris 1823; A. RAGEOT-DUFAY, Essai sur l'esprit public, Paris 1835; Alexis DUMESNIL, Histoire de l'esprit public en France depuis 1789. Des causes, de son altération et de sa décadence, Paris 1840.

<sup>3</sup> P. DE DECKER, L'esprit de parti et l'esprit national, Bruxelles 1852; L. PINGAUD, La géographie et l'esprit public en France, Extrait du «Contemporain, revue d'économie chrétienne», Paris 1872; P. POULLET, Quelques notes sur l'esprit public en Belgique pendant la domination française, 1795–1814, dans: *Messenger des sciences historiques* (1893) p. 419–456, (1894) p. 53–67, 422–451, (1895) p. 197–219, 313–330; LÉON DE LANZAC DE LABORIE, La domination française en Belgique. Directoire – Consulat – Empire, 1795–1814, t. 1, Paris 1895; Paul-Joseph VERHAEGEN, La Belgique sous la domination française, 1792–1814, 5 t., Bruxelles, Paris 1923–1935; LÉON BERNSTEIN, L'esprit public en 1789, Paris, Villiers-le-Bel 1940; Maurice PONTNIR, Contribution à l'étude de l'esprit public à Grâce-Montegnée sous le régime français 1805–1810, dans: *Chronique archéologique du pays de Liège* (1949), p. 94–112; J. REGNAULT, L'Empereur et l'opinion publique, 1813–1814, dans: *Revue historique de l'armée* 3 (1957), p. 29–50; Alfred SAUVY, L'opinion publique, Paris 1967.

<sup>4</sup> Paul MAUTOUCHET, L'esprit public dans le département de la Sarthe à la fin de l'assemblée législative, dans: *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2 (1900–1901), p. 368–385, 502–518; Raymond NICOLAS, L'esprit public et les élections dans le département de la Marne de 1790 à l'an VIII. Essai sur la Révolution française en province, Châlons-sur-Marne 1909; Henri LABROUE, L'esprit public en Dordogne pendant la Révolution, Paris 1911; René PERRIN, L'esprit public dans les campagnes lorraines pendant la Révolution, dans: *Le Pays lorrain et le Pays messin* (1911), p. 641–650; Id., L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816, dans: *Annales de l'Est* (1913), p. 9–43; Louis ENGERAND, L'opinion publique dans les provinces rhénanes et en Belgique, 1789–1815, Paris 1919; Gabriel RICHARD, L'esprit public en Lorraine au début de la Restauration, dans: *Annales de l'Est* (1953/1), p. 183–208; Louis OGÈS, La conscription et l'esprit public dans le Finistère sous le Consulat et l'Empire, dans: *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne* 42 (1962), p. 105–128; Joseph DESCHUYTTER, L'esprit public dans le Nord en 1791 ou le mythe de l'élan populaire, Gap 1971; Bruno COLSON, L'opinion publique face aux guerres napoléoniennes dans le département de la Dyle, 1805–1814, 1982 (mémoire de licence, université catholique de Louvain); Annie CRÉPIN-SALIGNET, Recherches sur l'esprit public et les levées d'hommes sous la Révolution et l'Empire à travers l'exemple de la Seine-et-Marne, Paris 1990.

<sup>5</sup> Mona OZOUF, Quelques remarques sur la notion d'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans: *Réseaux* 22 (1987), p. 79–103; EAD., Le concept d'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans: *Sociologie de la communication* 1 (1997), p. 349–365; Arlette FARGE, Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle, Paris 1992; Martin NADEAU, La «Décade philosophique» comme système, 1794–1807, t. 9: Esprit public. Suivi de la reproduction du mémoire «De l'esprit public» (an IX–novembre 1801) d'Emmanuel Toulougeon, et des six numéros de son journal «L'Esprit public», précédés du Prospectus (1797), Rennes 2003; Pierre KARILA-



du milieu du XVIII<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle constitue par conséquent un objet historiographique d'une exceptionnelle longévité. C'est là une parenté dont la présente étude se réclame, tout en assumant une certaine différence avec les travaux qui l'ont précédée. Résolument franco-allemande dans sa nature et dans son cadre, elle a notamment bénéficié du regard critique et des conseils avisés de deux grands spécialistes de l'Empire: Jacques-Olivier Boudon<sup>6</sup>, professeur à l'université Paris-Sorbonne, et Gabriele B. Clemens<sup>7</sup>, professeure à l'université de la Sarre. Son potentiel novateur tient également au caractère quadrinationnal d'un espace d'étude intégrant la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. C'est en effet sur la base d'un ambitieux comparatisme transnational que ce travail s'est fixé pour objectif de répondre à la question de ce qui caractérisait l'opinion publique entre l'apogée du régime napoléonien (1810) et son effondrement (1814).

En quoi le régime napoléonien s'enracinait-il – ou non – entre Rhin et Meuse lorsque les crises (crise économique, crise de substances, crise de confiance et guerre européenne) sont venues mettre un frein puis un terme à cet enracinement? Quand bien même la problématique pourrait raviver les querelles historiennes du passé, ce n'est pas tant la question qui pose problème, mais bien son traitement. Dans la mesure où la chute d'un régime intervient généralement lorsque des éléments structurels et conjoncturels se retrouvent mêlés, les seconds exacerbant les premiers, il apparaît en effet essentiel de déceler lesquels ont été prédominants dans l'ébranlement napoléonien. Dans une première partie intitulée «Du terreau et des racines», ce sont tout d'abord les structures qui seront mises en lumière pour mesurer le fossé entre l'ancienne France et

COHEN, L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France, 1814–1848, Rennes 2008; José OLCINA, L'opinion publique en Belgique entre 1812 et 1814. Les Belges face à l'écroulement de l'Empire, Bruxelles 2010; Theo JUNG, *Zeitgeist im langen 18. Jahrhundert*. Dimensionen eines umstrittenen Begriffs, dans: Achim LANDWEHR (dir.), *Frühe neue Zeiten. Zeitwissen zwischen Reformation und Revolution*, Bielefeld 2012, p. 319–355.

<sup>6</sup> De manière non exhaustive: Jacques-Olivier BOUDON, *L'épiscopat français à l'époque concordataire, 1802–1905. Origines, formation, nomination*, Paris 1996; *Id.*, *Les élites religieuses à l'époque de Napoléon*. Dictionnaire des évêques et vicaires généraux du Premier Empire, Paris 2002; *Id.*, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, 1800–1815*, Paris 2002; *Id.*, *Ordre et désordre dans la France napoléonienne*, Saint-Cloud 2008.

<sup>7</sup> De manière non exhaustive: Gabriele B. CLEMENS, *Immobilienhändler und Spekulanten. Die sozial- und wirtschafts-geschichtliche Bedeutung der Großkäufer bei den Nationalgüterversteigerungen in den rheinischen Departments 1800–1813*, Boppard 1995; *EAD.*, *Napoleonische Armeelieferanten und die Entstehung des rheinischen Wirtschaftsbürgertums*, dans: *Francia* 24/2 (1997), p. 159–180; *EAD.*, *Großkäufer und Gewinner bei den Nationalgüterauktionen in Italien und Deutschland zur Zeit Napoleons*, dans: *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* 77 (1997), p. 259–287; *EAD.*, *Gros acheteurs et spéculateurs dans les ventes aux enchères de bien nationaux dans les départements rhénans à l'époque napoléonienne*, dans: *Annales historiques de la Révolution française* 70 (1998), p. 669–674; *EAD.*, *Der Weiterverkauf säkularisierten Kirchengutes*, dans: *Rheinische Heimatpflege* 38/1 (2001), p. 2–9.

les pays réunis. Comme l'illustrent les «engrenages du passé» mis en lumière par un Pierre Laborie, qui s'est judicieusement attaché à comprendre «Vichy avant Vichy»<sup>8</sup>, l'opinion publique nécessite que l'on creuse en amont et dans le passé. Dans une deuxième partie intitulée «Des pétales et des épines», l'étude de la réception de la centralisation ou encore d'une politique économique «à double tranchant» ambitionne de déceler la responsabilité directe du régime napoléonien dans son faible enracinement entre Rhin et Meuse ainsi que dans sa chute. Du moins poserons-nous la question de cette responsabilité. Enfin, comprendre la dégradation de l'opinion publique nécessitera inévitablement de se pencher, dans une troisième partie intitulée «Des frimas et de la grêle», sur le rôle joué par des éléments conjoncturels qui semblent s'être acharnés dans un déferlement tel que tout gouvernement aurait presque nécessairement été ébranlé. C'est pressés par la crise que de nombreux contemporains revoient leur position vis-à-vis de leurs dirigeants napoléoniens, selon un concept cher à Étienne François: celui de la «réversibilité des attitudes»<sup>9</sup>. Cette combinaison d'éléments tour à tour structurels et conjoncturels, sans oublier ceux qui tenaient à la politique impériale, explique en quoi le régime français napoléonien se trouvait acculé en 1813 et 1814. Dans cette évolution et ce débat, il importe de mesurer la part prise, entre Rhin et Meuse, par l'opinion publique des pays réunis et de l'ancienne France.

## Une captation de l'«opinion publique» à travers l'«esprit public»?

Dans un article dont le titre, «L'opinion publique n'existe pas», prédit la teneur, Pierre Bourdieu estime que la recherche de l'opinion publique renvoie plus à un objectif de légitimation politique qu'à une réalité scientifique<sup>10</sup>. Moins virulents que les sociologues parce qu'ils y voient un instrument bien pratique pour mieux comprendre l'air du temps, les historiens et politistes n'en sont pas pour autant d'accord sur le sens à donner à cet objet. Un premier courant, pour reprendre l'analyse de Pierre Karila-Cohen, envisage cette notion comme une réalité sociologique ou sociopolitique, issue de la formation et de l'affirmation d'un public qui s'estime capable de porter publiquement des jugements sur les affaires publiques; un second y voit une pure invention conceptuelle, envisagée plus comme une arme politique et polémique de protestation contre le pouvoir que comme l'aboutissement de processus sociaux de formation d'une opinion

<sup>8</sup> Pierre LABORIE, *L'opinion française sous Vichy, Les Français et la crise d'identité nationale, 1936–1944*, Paris 2001, plus particulièrement p. 77–212.

<sup>9</sup> La paternité de cette expression revient à Étienne François.

<sup>10</sup> Pierre BOURDIEU, *L'opinion publique n'existe pas*, dans: *Les Temps modernes* 318 (1973), p. 1292–1309.

publique réelle<sup>11</sup>. Il s'agit en tout état de cause d'un objet relevant pour beaucoup de la production de l'esprit, comme les circonstances de sa naissance, en réaction à la monarchie de droit divin, le révèlent. Selon le «Grand Dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle», l'opinion publique serait ainsi née timidement au XVIII<sup>e</sup> siècle, aurait crû au milieu des orages de la Révolution, puis aurait été étouffée sous l'Empire avant de renaître en 1814 pour s'épanouir sous la monarchie parlementaire<sup>12</sup>. Cette trajectoire linéaire n'est toutefois pas facilitée par l'existence de deux concepts usités en parallèle. Le premier, de conception moderne, porte les valeurs de la liberté, de l'égalitarisme et surtout de l'individualisme: il s'agit de l'opinion publique au sens communément entendu aujourd'hui, laquelle se veut une résultante spontanée des dissidences et des divergences, selon une fabrication de bas en haut, le social imposant sa volonté au politique<sup>13</sup>. À cette liberté des modernes s'oppose une conception dite de la liberté des anciens, laquelle voit dans une opinion publique par nature capricieuse un danger au même titre qu'un potentiel, si tant est que le pouvoir (omnipotent) sache en travailler la matière (malléable)<sup>14</sup>. C'est donc ici de haut en bas, le politique primant sur le social, que l'opinion est censée se fabriquer autour d'un idiome hérité de l'humanisme civique (également appelé le républicanisme classique), celui d'«esprit public». Jusqu'aux travaux de Mona Ozouf, Martin Nadeau et Pierre Karila-Kohen<sup>15</sup>, bien des historiens de l'Empire peinaient à saisir la non-synonymie entre les deux termes.

De la Révolution à la Seconde Restauration, et ce bien que le moment napoléonien soit un peu à part dans cette évolution, l'esprit public est le terme en vogue, préféré à celui d'opinion publique, car renvoyant à une idée d'unité, voire d'unanimité, en dépit d'une cacophonie de sens expliquant partiellement son glissement progressif, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, hors du vocabulaire politique<sup>16</sup>. Pour certains essayistes, en effet, l'esprit public serait «l'intérêt que les particuliers prennent au bien général» (1797)<sup>17</sup>, le «dévouement au bien public» (1801)<sup>18</sup>, un «sentiment de ce qui est convenable» (1814)<sup>19</sup>, un «bon esprit» (1818)<sup>20</sup>, ou encore «un esprit conforme à l'intérêt de tous»<sup>21</sup>. Pour d'autres, l'esprit public serait «l'amour de la patrie» (1789)<sup>22</sup>, «l'amour de la

<sup>11</sup> KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 26.

<sup>12</sup> Ibid., p. 28

<sup>13</sup> OZOUF, Le concept d'opinion publique, p. 363.

<sup>14</sup> Ibid.; KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 34.

<sup>15</sup> Voir n. 5.

<sup>16</sup> KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 38–39.

<sup>17</sup> [...], Décade, 19 avril 1797, cité par NADEAU, La «Décade philosophique», p. 91.

<sup>18</sup> TOULONGEON, De l'esprit public, cité par NADEAU, La «Décade philosophique», p. 188.

<sup>19</sup> HUBERT, L'esprit public, p. 6.

<sup>20</sup> [...], De l'esprit de parti. Antidote, p. 6.

<sup>21</sup> C. F. E. TOULONGEON, Prospectus (1797), cité par NADEAU, La «Décade philosophique», p. 198.

<sup>22</sup> [...], Essais critiques sur l'état actuel de l'esprit public, p. 7.

nation« (1793)<sup>23</sup>, le contraire de »l'oubli de la patrie« (1796)<sup>24</sup>, ce serait »aimer et défendre la patrie« (1816)<sup>25</sup>, le »patriotisme« (1820)<sup>26</sup> ou encore »la voix de la patrie« (1840)<sup>27</sup>. Si d'autres sens existent encore, la majorité de ces essayistes se retrouvent toutefois sur un point: la constance serait à l'esprit public ce que la volatilité serait à l'opinion publique. Supérieur à »ce que l'on confond inconsidérément avec lui, je veux dire opinion«, écrit Roland de la Platière sous la Révolution (1793)<sup>28</sup>, le très durable et très raisonné esprit public n'aurait rien à voir avec l'»opinion des babillards« (1797)<sup>29</sup> ou avec la passionnelle et fluctuante opinion (1814)<sup>30</sup>. Il serait une »disposition constante« (1816)<sup>31</sup>, repoussant de sa dimension presque sacrée l'»esprit de parti«, son »ennemi le plus implacable« (1820)<sup>32</sup> et le plus »incompatible« (1820)<sup>33</sup>. L'esprit public constitue ainsi un dépassement de l'opinion: il suppose l'abandon de ses propres intérêts et de ses propres convictions à l'intérêt général<sup>34</sup>. C'est le rêve archaïque, comprenons de la liberté des anciens, d'une intégration pleine et entière dans le collectif, d'une opinion publique unifiée refoulant le spectre hobbesien et rousseauiste de la division en partis, en factions et en communautés<sup>35</sup>. Il renvoie ainsi à un idéal d'union et d'unité au-delà des querelles partisanses, selon un schéma imposé par les dirigeants aux dirigés. Plus coercitif dans son sens qu'une opinion publique teintée de liberté et de subjectivité, l'esprit public incarne la direction que peut et doit donner le pouvoir à un corps social domestiqué<sup>36</sup>. Ainsi, l'esprit public ne serait pas ce que dit le public: »c'est ce qu'il doit dire« (1814)<sup>37</sup>. Il y a donc une part d'utopie dans ce concept d'esprit public, présenté par nombre d'essayistes comme un stade sociétal et civilisationnel à atteindre.

<sup>23</sup> ROLAND DE LA PLATIÈRE, De l'esprit public, p. 10–11.

<sup>24</sup> [...], L'ordre du jour ou réflexion, p. 3.

<sup>25</sup> DE CAUNES, De l'esprit public, p. 3–4.

<sup>26</sup> GUÉRARD DE ROUILLY, De l'esprit public, p. 21.

<sup>27</sup> DUMESNIL, Histoire de l'esprit public, p. 21–22.

<sup>28</sup> ROLAND DE LA PLATIÈRE, De l'esprit public, p. 1.

<sup>29</sup> [...], Décade, 19 avril 1797, cité par NADEAU, La »Décade philosophique«, p. 89.

<sup>30</sup> HUBERT, L'esprit public, p. 24.

<sup>31</sup> DE CAUNES, De l'esprit public, p. 3–4.

<sup>32</sup> GUÉRARD DE ROUILLY, De l'esprit public, p. 373.

<sup>33</sup> Ibid. L'auteur intitule le chapitre III: De l'incompatibilité qui existe entre l'esprit de parti et l'esprit public.

<sup>34</sup> KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 39; Martin NADEAU, La »Décade« et le concept d'esprit public ([http://www.unesco.chairephilu.uqam.ca/textes/martin\\_nadeau.htm](http://www.unesco.chairephilu.uqam.ca/textes/martin_nadeau.htm), consulté le 11/8/2015), p. 2.

<sup>35</sup> OZOUF, Le concept d'opinion publique, p. 363. Également cité par KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 34.

<sup>36</sup> Mona OZOUF, Esprit public, dans: François FURET, Mona OZOUF (dir.), Dictionnaire critique de la Révolution française (1998), Paris 1992, p. 165–179; OZOUF, Le concept d'opinion publique, p. 363; KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 35.

<sup>37</sup> HUBERT, L'esprit public, p. 6.

La nature utopiste, voire initialement généreuse, de ce concept pour le moins imagé<sup>38</sup>, héritage de la vertu républicaine dans un certain prolongement de la *virtù* machiavélique<sup>39</sup>, ne doit cependant pas donner l'impression que l'esprit public était mû par quelque naïveté. Bien au contraire. Dans l'optique révolutionnaire de formation de l'opinion, ce dernier a, dès 1792 autour du ministre de l'Intérieur Roland de la Platière, été l'objet d'enquêtes spécifiques mêlant étroitement description et volonté de transformation par des moyens ressemblant fort à de la propagande<sup>40</sup>. Sous le Consulat et l'Empire, le terme d'«esprit public» va survivre, bien que vidé de sa substance conceptuelle. Le bonapartiste Bugny est ainsi l'un des derniers essayistes à le brandir, appelant de manière très politiquement correcte «à appuyer de toute la force de l'opinion publique l'organisation qui nous protège contre ces deux fléaux [despotisme et anarchie]» et à «form[er] ensuite dans l'esprit public une barrière qui rende impossible la violation ouverte de nos lois»<sup>41</sup>. Considérée comme étant d'essence trop révolutionnaire, sinon l'apanage d'un régime faible, l'enquête politique est ainsi éclipsée entre 1799 et 1814<sup>42</sup>. Pour autant, le refus de l'attention à l'esprit public ne signifie pas l'abandon du terme. Au ministère de la Police générale, on assiste non pas vraiment à une disparition de l'objet, mais plutôt à un affaiblissement de son sens<sup>43</sup>. Noyé dans une quantité d'autres matières, il est réduit aux seules questions d'ordre public et de propagande gouvernementale<sup>44</sup>. Dans un autre ministère, celui de l'Intérieur, il connaît vers la fin de l'Empire et à la faveur de l'inventivité personnelle de Montalivet une certaine renaissance dans la correspondance administrative avec les préfets<sup>45</sup>. En cela, le présent travail de recherche portant sur les dernières années du régime napoléonien (1810–1814) bénéficie de cette réorientation, bien qu'il faille également dire que, dans les pays réunis, les colonnes relatives à l'esprit public ont souvent été plus fournies que dans l'ancienne France, car les préfets en poste y sentaient

<sup>38</sup> On retiendra ici l'image de la foule décidant d'elle-même de s'organiser pour mieux circuler: «Cette image représente l'esprit public. Tant que l'esprit particulier veut aller seul, il gêne, il est gêné, il est contrarié, et il contrarie, jusqu'à ce que chacun, venant à s'apercevoir qu'il n'avance pas en voulant avancer seul, prend le parti de se rallier au mouvement général des affaires publiques, et, pour que les siennes se fassent, se dévoue à contribuer, pour sa part, à faire celles de tous» (TOULONGEON, De l'esprit public, cité par NADEAU, La «Décade philosophique», p. 191). On pense aussi à l'image du câble: «La puissance d'un État où il existe un esprit public diffère autant de celle d'un État où il n'y en a pas que la force de plusieurs milliers de fils séparés diffère de celle d'un câble composé d'un nombre égal de mêmes fils» (L. [ancien consul de France], Essai sur l'esprit public, p. 12).

<sup>39</sup> NADEAU, La «Décade» et le concept d'esprit public, p. 1, 4.

<sup>40</sup> KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 62.

<sup>41</sup> BUGNY, De l'esprit de parti, p. 22.

<sup>42</sup> KARILA-COHEN, L'État des esprits, p. 71–72.

<sup>43</sup> Ibid., p. 74–75.

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Ibid., p. 72–73.

la nécessité de clarifier un contexte ou des situations ne parlant pas d'elles-mêmes. C'est en tout état de cause durant cette période que se décline le tropisme administratif de cette notion d'esprit public, expression en cours de vieillissement dans le débat public et qui, se repliant dans les bureaux, perd son sens originel proche de celui d'opinion publique pour glisser dans une connotation plus policière<sup>46</sup>.

Peut-on dans ces conditions capter l'opinion publique à partir des mentions que le régime napoléonien fait de l'esprit public? Nous en sommes convaincu. Quand bien même l'esprit public ne serait pas l'opinion publique, il n'en demeure pas moins »opinion publique potentielle«, comme l'écrit Hans-Georg Molitor<sup>47</sup>, et intéresse en cela l'historien de l'opinion. Le concept d'esprit public a certainement connu un fléchissement sémantique vers celui, considérablement appauvri, de synonyme d'état d'esprit<sup>48</sup>, mais ce dernier demeure suffisant à l'»ogre historien«, citons Marc Bloch, pour trouver son »gibier«<sup>49</sup>. Gardons également à l'esprit que, dans les statistiques administratives, bien des renseignements apportés par les préfets sur l'esprit public trahissent en réalité une confusion notoire avec le concept d'opinion publique, en un certain jalon d'une mutation de la liberté des anciens vers celle des modernes<sup>50</sup>. Les mentions se rapportant à l'esprit public ne sont donc pas toujours aussi insipides ou stériles qu'on pourrait *a priori* le penser, tout particulièrement dans les pays réunis, dans lesquels le gouvernement napoléonien a constamment cherché à mesurer le degré d'assimilation des populations. Ne sont ainsi pas rares, dans les sources administratives de la Roër, de l'Ourthe et des Forêts, les mentions relatives à un esprit public, dont on sent bien qu'il soulève des questions plus profondes que le simple maintien de l'ordre public. À la fin 1809, le commandant de gendarmerie Georgeon écrit par exemple: »Il n'y a point d'esprit public dans le département de la Roër, ou, s'il y en a un, il est absolument antifrançais«<sup>51</sup>. De Liège, le préfet Micoud d'Umons écrit à propos de la ville de Herve dans l'Ourthe en 1810: »Cette circonstance prouve que l'esprit public des habitants de Herve s'est amélioré depuis l'année dernière; elle prouve en même temps la vérité de mes observations sur l'ancien attachement des Limbourgeois pour la maison d'Autriche«<sup>52</sup>. Enfin, dans les Forêts en juillet 1812, le préfet Jourdan dit de son département: »L'esprit public qui réside tout entier dans le principe de la résignation et de l'obéissance à l'autorité est défendu par l'ignorance de ce

<sup>46</sup> Ibid., p. 40.

<sup>47</sup> Hansgeorg MOLITOR, Vom Untertan zum Administré. Studien zur französischen Herrschaft und zum Verhalten der Bevölkerung im Rhein-Mosel-Raum von den Revolutionskriegen bis zum Ende der napoleonischen Zeit, Wiesbaden 1980, p. 158.

<sup>48</sup> NADEAU, La »Décade« et le concept d'esprit public, p. 6

<sup>49</sup> Marc BLOCH, Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien, Paris 1952, p. 18.

<sup>50</sup> NADEAU, La »Décade« et le concept d'esprit public, p. 6

<sup>51</sup> AN, F7 8367, Notes du commandant de la 25<sup>e</sup> légion de gendarmerie impériale, Georgeon, le 14 novembre 1809, adressées au conseiller d'État Réal en mission dans la Roër.

<sup>52</sup> AN, F7 8388, Lettre du préfet de l'Ourthe au conseiller d'État Réal, le 23 juin 1810.

qui se passe ailleurs. On ne hait point la France, mais c'est par froideur et parce qu'on ne hait rien<sup>53</sup>. Porteuses d'une certaine hauteur de vue quoique toutes subjectives, de telles sources intéressent forcément l'historien de l'opinion, qui pourra y trouver les réponses qu'il cherche, à condition qu'il aiguisse sa méthode et conserve cette humilité qu'impose le traitement d'un objet aussi instable et fuyant.

## Une méthode aiguisée par le croisement des dispositifs d'enquête

Afin d'apprécier plus en profondeur qu'en superficie une opinion publique par nature changeante et polymorphe, tout en conservant l'ambition d'un travail comparatif, notre préférence s'est portée sur un *cadre géographique* réduit au minimum (cf. carte 1). En effet, quelque peu en rupture avec la tradition de la monographie portant sur un unique département, de même qu'avec des études plus récentes portant sur de vastes ensembles régionaux de près de dix départements<sup>54</sup>, ce travail de recherche repose sur un échantillon volontairement limité de départements, puisqu'il n'en compte que quatre, mais représentatif. Dans leur identification, les critères suivants se sont plus particulièrement imposés. Premièrement, pour battre en brèche les historiographies nationales, ce qui est devenu un véritable domaine de spécialisation de l'histoire croisée<sup>55</sup>, il importait d'analyser un département situé dans chacun des quatre pays que sont la France (Moselle), l'Allemagne (Roër), la Belgique (Ourthe) et le Luxembourg (Forêts), tout en veillant à ce qu'ils soient limitrophes, pour des raisons évidentes de cohérence régionale. Deuxièmement, dans l'optique de saisir un

<sup>53</sup> AN, F1c III Forêts 5, Compte rendu de la situation administrative des Forêts, du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juillet 1812.

<sup>54</sup> Louis BERGÈS, *Résister à la conscription, 1798–1814. Le cas des départements aquitains*, Paris 2002; OLCINA, *L'opinion publique en Belgique*.

<sup>55</sup> Michel ESPAGNE, *Au-delà du comparatisme*, dans: ID. (dir.), *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris 1999, p. 35–39; Michael WERNER, Bénédicte ZIMMERMANN (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris 2004; ID., *Vergleich, Transfer, Verflechtung. Der Ansatz der Histoire croisée und die Herausforderung des Transnationalen*, dans: *Geschichte und Gesellschaft* (2002/4), p. 607–636; ID., *Penser l'histoire croisée: entre empire et réflexivité*, dans: *Annales. Histoire, sciences sociales* (2003/1), p. 7–36; Patrick HASSENTEUFEL, *De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques*, dans: *Revue française de science politique* 55 (2005/1), p. 113–132; Sophie BABY, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Introduction*, dans: EAD. (dir.), *Histoires croisées. Réflexions sur la comparaison internationale en histoire*, Paris 2010 (*Les cahiers Irice*, 5), p. 5–7; Hartmut KÄELBLE, *Les mutations du comparatisme international*, dans: BABY, ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Histoires croisées*, p. 9–19; Bettina SEVERIN-BARBOUTIE, *Entre idéal et réalité. L'histoire comparée face aux sources*, dans: BABY, ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Histoires croisées*, p. 75–86, plus particulièrement p. 75.

refus potentiel de la domination française, il est apparu essentiel de comparer plusieurs départements dits réunis (Forêts, Ourthe, Roër) à un département de l'ancienne France (la Moselle, jugée obéissante). Troisièmement, pour la même raison, il a semblé judicieux de comparer des espaces romans à des espaces germaniques pour apprécier la part jouée par le facteur linguistique et culturel. Quatrièmement, pour apprécier la force de l'élément économique, il est apparu pertinent de choisir des départements essentiellement agricoles (Moselle, Forêts) et d'autres beaucoup plus fortement industrialisés (Ourthe<sup>56</sup>, Roër<sup>57</sup>). Enfin, cinquièmement, pour révéler l'acceptation et le refus potentiels du processus de centralisation, il est apparu fondamental de pouvoir comparer des espaces ouverts, généralement les plaines et le long des principaux cours d'eaux (Rhin, Meuse, Moselle), à des espaces plus périphériques et de confins (Ardennes, Hunsrück, Vosges-du-Nord). De la sorte, l'échantillon de départements peut être considéré comme représentatif de l'espace nord-oriental de l'Empire napoléonien, tout en étant suffisamment réduit pour permettre une étude en profondeur.

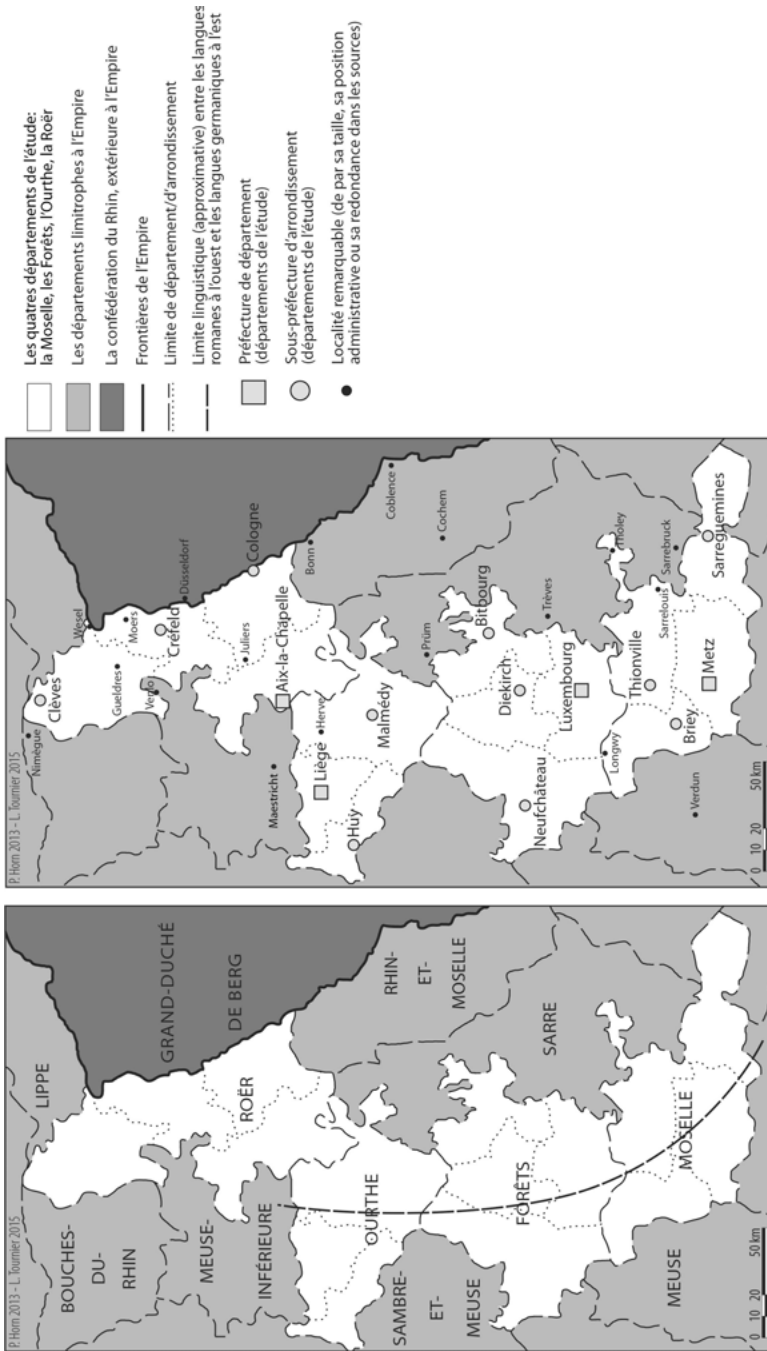
Le *cadre chronologique* obéit à la même logique de simplicité et de représentativité. Plutôt que de nous pencher sur les vingt années du « régime français »<sup>58</sup>, dont la succession des phases (exploitation économique républicaine, transition consulaire, Empire connaissant lui-même plusieurs périodes) aurait pu diluer les résultats de cette étude, nous avons opté pour la période 1810–1814, qui s'étire de l'apogée de l'Empire à sa chute. S'il convient à cette occasion de rendre

<sup>56</sup> En valeur relative, l'Ourthe est l'un des départements les plus industriels de l'Empire. Sur les 363 000 habitants qu'il recense en 1811, 30 000 sont des ouvriers à temps plein, à savoir un peu plus de 8% de la population départementale. S'ajoutent 40 000 habitants qui cumulent plusieurs emplois dont l'un d'eux est industriel. Dans l'Ourthe, 70 000 personnes vivent donc directement de l'industrie, à savoir près d'une personne sur cinq. Ces chiffres sont tirés de: AN, F7 6557, dos. 2309, Lettre particulière n° 13, du préfet de l'Ourthe au ministre de l'Intérieur, le 10 mars 1811; AN, F7 6557, dos. 2309, Lettre particulière n° 14, du préfet de l'Ourthe au ministre de l'Intérieur, le 13 mars 1811; Louis François THOMASSIN, *Mémoire statistique du département de l'Ourthe*. Commencé dans le courant de l'année 1806, Liège 1879, p. 207.

<sup>57</sup> En valeur absolue comme en valeur relative, la Roër est l'un des principaux départements industriels. En 1812, 2550 grosses entreprises occupent 65 000 ouvriers, soit le dixième de la population totale. Mais la proportion de personnes vivant de l'industrie est sans doute plus importante encore: à la veille de l'invasion du département en janvier 1814, les coalisés disent pouvoir « disposer des ouvriers qui, au nombre de 100 000, se trouvaient presque sans travail et dont 1500 natifs du grand-duché de Berg avaient passé, depuis peu d'années, dans la Roër ». Une personne sur six vivrait donc au moins partiellement de l'industrie dans la Roër. Ces chiffres sont tirés de: AN, F7 8390, n° 412, Rapport (de Châlons) du préfet de la Roër au ministre de l'Intérieur, le 3 février 1814; Roger DUFRAISSE, *L'industrialisation de la rive gauche du Rhin*, dans: [COLLECTIF], *Napoléon et l'industrie*, Paris 1971 (*Souvenir napoléonien*, 257), p. 28–33, ici p. 32.

<sup>58</sup> Comme les historiens belges, allemands et luxembourgeois le qualifient pour désigner la période 1794–1814.





Source: HISSON, Blaise, Carte de l'Empire français et des États limitrophes, Paris 1813.

Carte 1: Cadre géographiquique de l'étude.

hommage à la belle étude de José Olcina<sup>59</sup>, la période 1812–1814 ne nous semble toutefois pas suffisante pour éclairer en quoi le régime napoléonien structurellement se consolidait ou s'essouffait. L'incertitude causée par la guerre européenne et, surtout, l'évolution défavorable à la France ne constituent pas, convenons-en, les meilleures conditions pour percer ce que seules la paix et la normalisation peuvent révéler. C'est en s'intéressant à l'apogée du régime que l'historien peut ambitionner de répondre à la question des succès et des limites de l'enracinement véritable. En la matière, trois phases peuvent être dégagées: la première phase, de la fin de l'année 1809 à la fin de l'année 1810, est caractérisée par le triomphe du régime napoléonien. Auréolé de la victoire foudroyante sur une énième coalition dirigée contre lui (1809) et l'union dynastique avec l'Autriche (1810), ce régime s'estime en mesure de régenter le monde. Dans un deuxième temps, la crise industrielle et la crise de subsistances des années 1811 et 1812 amènent avec elles le temps des difficultés conjoncturelles. Dans la population règne alors une humeur maussade, que la naissance d'un héritier dynastique, tout Franco-Autrichien qu'il soit, ne parvient pas à durablement améliorer. Enfin, à partir de la fin de 1812 et tout au long de l'année 1813, les revers militaires sur fond de marasme économique, auxquels s'ajoutent les exigences de plus en plus pénibles du régime, marquent une troisième phase. Cette chronologie réduite n'offre pas une simple perspective synchronique: elle donne au contraire la possibilité de s'interroger sur les structures et les déterminismes, ce qui ancre une nouvelle fois cette étude dans l'histoire croisée, dont une des spécificités est d'analyser les mouvements de manière diachronique pour confronter structure et action<sup>60</sup>.

Une intense réflexion a également porté sur le cadre épistémologique, et plus précisément sur le crédit à accorder au *déductivisme* et à l'*inductivisme* dans l'analyse des sources primaires et secondaires. En effet, tandis qu'une approche entièrement inductive<sup>61</sup> aurait présenté le risque de faire un catalogue peu convaincant d'événements et d'anecdotes, une approche exclusivement déductive<sup>62</sup> n'aurait pas été prise au sérieux: c'est en son nom, durant l'entre-deux-guerres, que les historiens français ont démontré le soi-disant «amour» des populations rhénanes pour le régime napoléonien, que les historiens allemands l'ont à l'inverse peint sous les couleurs les plus noires. Quand bien même il serait, de nos jours, devenu rare qu'une production de connaissance sociohistorique n'associe pas les deux procédures<sup>63</sup>, les précédents historiographiques imposent de définir un prisme crédible. Le mélange d'inductivisme et de déductivisme au

<sup>59</sup> OLCINA, L'opinion publique en Belgique.

<sup>60</sup> WERNER, ZIMMERMANN, Penser l'histoire croisée, p. 13.

<sup>61</sup> C'est-à-dire dans laquelle l'observation, à partir d'un corpus de sources, détermine une problématique.

<sup>62</sup> C'est-à-dire dans laquelle le questionnement scientifique, établi à partir d'une idée pré-conçue, détermine le choix des sources.

<sup>63</sup> Hilary PUTNAM, *Renewing Philosophy*, Cambridge 1992, cité par WERNER, ZIMMERMANN, Penser l'histoire croisée, p. 23.

centre de cette étude n'est ainsi aucunement le produit de l'à-peu-près; il vient de l'«induction pragmatique»<sup>64</sup>, un dispositif d'enquête mis au point par Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, qui propose d'aborder l'objet d'étude en fonction d'un ou plusieurs points de vue certes préalablement établis, mais soumis à des réajustements permanents (objets, catégories et grilles d'analyse confondus) au gré de l'investigation empirique. Nos recherches ont ainsi été constamment ballotées entre deux postulats contradictoires hérités des vieilles querelles historiographiques: d'un côté, les anciennes thèses allemande, belge et luxembourgeoise du rejet soi-disant «naturel», «inné» ou «viscéral» de la période française par les populations des départements annexés et, de l'autre, l'ancienne thèse française de leur attachement tout aussi évident à un régime de gloire et de modernité. C'est ainsi, à force d'allers-retours entre les deux points de vue – des milliers de sources d'archives à l'appui – et à l'issue de nombreux réajustements, qu'une image plus nuancée de l'opinion publique, faisant la part entre les structures et la conjoncture, entre les charges du régime et ses bienfaits, etc., s'est finalement imposée à nous.

De manière similaire, une analyse fine et nuancée de l'opinion publique nécessitait de combiner dans ce travail *les méthodes quantitative et qualitative*, faisant ici une nouvelle fois écho à l'histoire croisée<sup>65</sup>, mais pas seulement<sup>66</sup>. Au lecteur critique qui, toutefois, se demanderait quelle méthode a prédominé, il convient de répondre qu'il s'agit d'une étude qualitative soutenue par de constants efforts de quantification<sup>67</sup>. Un équilibre essentiel, car si le tout-qualitatif laisse légitimement l'historien de l'opinion sur sa faim, le tout-quantitatif mène à l'inverse à de fâcheuses omissions, à des raccourcis et à des contre-vérités. Simplificatrices, les listes de conscription (approche quantitative) nivellent par exemple bien des contrastes infradépartementaux: c'est le cas dans un département de la Moselle où les listes de conscription ont donné, pendant près de deux cents ans, l'impression d'une obéissance toute mosellane au pouvoir napoléonien (le chef-lieu, il est vrai, est d'un poids démographique prépondérant dans ce département)<sup>68</sup>, et ce alors même qu'entre 1811 et 1814 la Lorraine allemande fait justement partie des contrées les plus insoumises de l'Empire<sup>69</sup>. Les listes de jeunes Rhénans déserteurs aux armées françaises

<sup>64</sup> WERNER, ZIMMERMANN, *Penser l'histoire croisée*, p. 24.

<sup>65</sup> KÄELBLE, *Les mutations du comparatisme*, p. 15.

<sup>66</sup> Claire LEMERCIER, *Liens privés et régulation de l'économie: la famille et l'institution* (Paris, XIX<sup>e</sup> siècle), dans: *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* 33 (2006/2), p. 23–53.

<sup>67</sup> Cette quantification est possible à travers, par exemple, la déclaration d'un curé royaliste estimant, au lendemain des Cent-Jours, «qu'un tiers du peuple est gâté», comprenons certainement d'obédience bonapartiste, et ajoutant que l'esprit public des deux autres tiers est vacillant (AN, F7 9683, Lettre de l'abbé Oster, curé de Sarralbe, au ministre Viénot de Vaublanc, le 16 novembre 1815).

<sup>68</sup> Henry CONTAMINE, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870. Étude de la vie et de l'administration d'un département au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nancy 1931.

<sup>69</sup> Pierre HORN, *Le mythe de l'obéissance de la Moselle napoléonienne, 1811–1814*, dans: *Revue historique* 662 (2012/2), p. 421–443.

s'enrôlant volontairement dans les armées prussiennes au début de l'année 1814 (approche quantitative) peuvent également conduire à de dangereux raccourcis, Joseph Smets en fournissant l'exemple malheureux<sup>70</sup>, si elles ne sont pas croisées avec quelque journal de siège (approche qualitative) dans lequel on apprend finalement qu'une partie difficilement appréciable de ces prétendus »volontaires«, déserteurs des armées françaises, était en réalité incorporée de force par les coalisés<sup>71</sup>. Un dernier exemple tient à la »statistique personnelle des personnalités les plus marquantes du département de la Roër« (approche quantitative), réalisée en 1809 par le préfet de la Roër, Ladoucette, dans une opacité telle que le conseiller d'État Réal évoque »un travail [...] qui ne nous donnera pas beaucoup de lumières« (approche qualitative)<sup>72</sup>. Autant dire que si le contemporain peine à déchiffrer les statistiques faussées de l'époque, l'historien du XXI<sup>e</sup> siècle s'y essaiera tout aussi vainement. Seule la combinaison des deux approches peut permettre de cerner l'opinion publique de manière fine et exacte, ou d'y tendre, une nouvelle fois en toute humilité.

<sup>70</sup> Joseph SMETS, *Les pays rhénans, 1794–1814. Le comportement des Rhénans face à l'occupation française*, Berne, Berlin 1997, p. 403.

<sup>71</sup> Colonel DE MORLAINCOURT, *Journal de siège issu de: [...], Die Blockade der Festung Luxemburg durch die Hessen 1814. Nach französischen und deutschen Aktenstücken*, Luxembourg 1890, p. 47.

<sup>72</sup> La »statistique personnelle des personnalités les plus marquantes du département de la Roër«, réalisée en 1809, révèle que sur les 27 individus les plus marquants de l'arrondissement de Clèves, 5 seraient explicitement attachés au régime, une personne y serait explicitement opposée, tandis que la majorité (21 individus) apparaîtrait »indifférente«. Cette dernière mention demande toutefois à être interprétée à travers le prisme de la réaction d'un comte Réal en mission et s'agaçant de la mention »opinion nulle« annotée par le préfet Ladoucette pour dissimuler des opinions en réalité non favorables au gouvernement: »Je n'ai jamais eu plus de résistances à vaincre pour obtenir d'un prévenu l'aveu de son délit que je n'en ai éprouvé de M. La Doucette pour obtenir la vérité sur les opinions et les sentiments de ses principaux administrés. Fatigué d'entendre toujours les mêmes apostilles à la suite de chaque nom, surtout lorsqu'il s'agissoit d'individus sur lesquels j'avois des notes défavorables; fatigué du vague que laissoit dans mon esprit l'insignifiante note de »Bonne moralité-opinion nulle« qui est à la suite de presque tous les noms de sa tardive statistique, j'ai fini par le presser en me fâchant un peu, et par le prier de m'expliquer ce qu'il entendoit par opinion nulle et je l'ai amené à avouer que par opinion nulle il falloit entendre opinion contraire. Je l'ai prié de placer au moins cette explication en tête du travail qu'il m'a remis, et qui ne nous donnera pas beaucoup de lumières«: AF, F7 8367, *Statistique personnelle des personnalités les plus marquantes du département de la Roër*, réalisée par le préfet de la Roër en 1809; AN, F7 6540, dos. 1763, *Lettre du conseiller d'État Réal, en mission, au ministre de la Police générale, le 19 novembre 1809*.

## Pour une lecture croisée des sources à la disposition de l'historien

L'ambition du sujet imposait une méthode de dépouillement en archives éprouvée. Là encore, c'est *l'histoire croisée*, avec son «croisement des points de vue» et son «croisement des échelles»<sup>73</sup>, qui s'est révélée être la plus convaincante. De manière «structurante et volontariste»<sup>74</sup>, nous avons appliqué cette méthode au formidable réservoir de pièces produites par l'administration napoléonienne<sup>75</sup>, procédant de deux manières complémentaires pour éviter de tomber dans les travers bien connus d'une étude de l'opinion qui ne reposerait que sur la «prose préfectorale»<sup>76</sup>. En premier lieu, notre regard s'est porté sur la transmission de l'information à l'intérieur d'un même circuit de renseignement administratif (Police, Intérieur, etc.) de la mairie au pouvoir central, échelon par échelon. Cette méthode se veut une réponse à l'écémage qui, nécessairement, s'opère à mesure que l'information se rapproche du centre du pouvoir, où l'on privilégie la hauteur de vue aux détails. En comparant la version des faits donnée par quelque employé communal à un sous-préfet, celle qui est rapportée par ce dernier au préfet, et, enfin, celle qui se retrouve sur les bureaux du ministre, l'historien jouit, sur un même événement, à la fois du luxe de détails que seul le local permet et de l'esprit de synthèse et d'analyse du haut fonctionnaire. Mieux encore, les ellipses et les non-dits lui font sentir les interdits et les questions sensibles. Parallèlement à ce premier traitement, nous confrontons, au sein d'un même département, les différents circuits de renseignement entre eux. Qu'il s'agisse du préfet, de la gendarmerie, de l'administration fiscale, de l'autorité militaire, des commissaires spéciaux et généraux de police ou encore de l'Église, toutes ces administrations du régime napoléonien ou subordonnées à sa volonté n'ont pas seulement l'avantage de mettre l'accent sur différents aspects de l'opinion, sans faire mention des déformations professionnelles qu'ainsi l'on

<sup>73</sup> Nancy L. GREEN, Compte rendu de: Michael WERNER, Bénédicte ZIMMERMANN (dir.), De la comparaison à l'histoire croisée, 2004, dans: *Le Mouvement social* 215 (2006), p. 102-104; WERNER, ZIMMERMANN, *Penser l'histoire croisée*, p. 23; KAELBLE, *Les mutations du comparatisme*, p. 15; Robert FRANK, Conclusion, dans: BABY, ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Histoires croisées*, p. 87-94.

<sup>74</sup> WERNER, ZIMMERMANN, *Penser l'histoire croisée*, p. 23.

<sup>75</sup> Correspondances particulières, rapports de situation, lettres relatives aux bruits publics et aux mouvements sur les grains, listes d'opposants, états des Français au service des puissances étrangères, visites paroissiales et rapports de mission, journaux de siège, lettres de dénonciation, listes des personnalités les plus marquantes, statistiques diverses, etc.

<sup>76</sup> Calixte HUDEMANN-SIMON, Réfractaires et déserteurs de la Grande Armée en Sarre, 1802-1813. Comparaison avec les autres départements rhénans annexés et l'ensemble de l'Empire, dans: *Revue historique* 277 (1987), p. 11-45, p. 43. La critique se concentre sur ces ouvrages en particulier: Philippe SAGNAC, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*, Paris 1917; ENGERAND, *L'opinion publique*.

prévient, elles sont également en concurrence permanente<sup>77</sup>. Ce traitement à la fois vertical et horizontal de l'information conduit à un véritable quadrillage du renseignement administratif. À certains égards, l'historien de l'opinion se doit donc aussi de maîtriser l'organigramme administratif napoléonien.

Au niveau du pouvoir central, pour commencer par lui, les sources issues des Archives nationales à Paris constituent le cœur de cette étude. Il n'est, à première vue, pas révolutionnaire de travailler sur les séries F1c (Esprit public), F1e (Pays annexés), AF IV (Secrétairerie impériale) ou F7 (Police générale), mais elles sont d'une telle richesse que même Lanzac de Laborie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré plusieurs centaines de cartons passés au crible, concédait ne pas avoir réussi à faire le tour de ces séries touchant à son espace géographique<sup>78</sup>. Les références à certains fonds dans cette étude sont ainsi plus ou moins inédites. Dans la série F7, la correspondance du commissaire général, puis spécial, de police à Wesel et du commissaire spécial de police à Cologne apporte ainsi un éclairage sur l'opinion publique dans ces lieux comme aucune source ne l'a peut-être fait jusqu'alors<sup>79</sup>. C'est également dans cette série que se trouvent les précieux rapports du comte Réal en mission dans les départements réunis à la fin de l'année 1809<sup>80</sup>, ou encore la correspondance, mieux connue, relative aux 3<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> divisions militaires<sup>81</sup>. Au-delà, dans la mesure où la guerre, la querelle avec la papauté ou encore la crise économique s'invitent durant la période 1810–1814, il a logiquement fallu se pencher sur les sous-séries F9 (Affaires militaires), F11 (Subsistances), F19 (Culte), F20 (Statistique), plus anecdotiquement sur les séries AP (Archives privées), F1 (Administration générale) et F2 (Administration départementale et communale). Au total, ce sont plus de 12 000 pièces qui ont été analysées dans les seules Archives nationales, au prix de plusieurs mois de travail combinant sondages isolés et dépouillements massifs. Si, de manière ponctuelle, les archives de l'Armée de terre à Vincennes ont également attiré notre attention, force est de constater que l'opinion publique n'y apparaît que rarement renseignée<sup>82</sup>. Il en est de même des bulletins adressés

<sup>77</sup> L'illustre la célèbre opposition entre police et gendarmerie (Aurélien LIGNEREUX, *Gendarmes et policiers dans la France de Napoléon. Le duel Moncey-Fouché, Maisons-Alfort 2003*). Une rivalité policière est également attestée sur la rive gauche du Rhin entre les commissaires spéciaux de police et d'autres autorités (Pierre HORN, *Commissariat général et commissariats spéciaux de police dans le département annexé de la Roër. Wesel et Cologne, 1809–1813*, dans: Jacques-Olivier BOUDON [dir.], *Police et gendarmerie dans l'Europe napoléonienne*, Paris 2013, p. 91–110).

<sup>78</sup> LANZAC DE LABORIE, *La domination française en Belgique*, t. 1, p. 3.

<sup>79</sup> AN, F7 3230 (Cologne); F7 3240 (Wesel); F7 3686/10 (Wesel); F7 3811 (Cologne); F7 3817 (Wesel); F7 6243 (Cologne); F7 6342 (Cologne, Wesel); F7 7016 (Cologne); F7 7018 (Wesel); F7 8133, dos. 7566 R (Wesel); F7 8082, dos. 1059 R (Wesel); F7 8239, dos. 7547 R2 (Wesel); F7 8268 (Cologne, Wesel); F7 8293, dos. 10722 R2 (Cologne); F7 8294, dos. 10753 R2 (Wesel).

<sup>80</sup> AN, F7 6540, dos. 1763, *Mission du comte Réal dans les départements réunis*.

<sup>81</sup> AN, F7 7021 et 7027 (3<sup>e</sup> division militaire); F7 7026 (25<sup>e</sup> division militaire).

<sup>82</sup> Hansgeorg MOLITOR, *Vom Untertan zum Administré*, p. 8.

quotidiennement à l'Empereur<sup>83</sup> ou de la correspondance de Napoléon<sup>84</sup>, dont nous ne faisons qu'un usage parcimonieux. Incontestablement, l'étude la plus fine de l'opinion publique se fait aux abords des places les jours de marché, non pas dans le cabinet de l'Empereur.

Aux niveaux départemental et communal, les sources issues des centres d'archives régionaux constituent le deuxième volet de ce travail de recherche. À quelques exceptions près, ce sont dans ces centres d'archives départementaux et régionaux que se trouvent conservées les archives communales. Le département de la Moselle – à la population réputée soumise et obéissante – s'est imposé comme un premier objet d'investigation. Au cours de plusieurs semaines passées dans les archives départementales de la Moselle (AD 57), nous avons littéralement passé au crible le fonds de l'évêché de Metz (29 J), les séries intéressant le personnel et l'administration générale (M), les finances (P), la guerre et les affaires militaires (R), la justice (U), les cultes (V). Tout chronophages qu'ils aient pu être, les dépouillements opérés à cette occasion ont permis d'éclairer sur l'état de l'opinion là où nous ne l'attendions pas forcément. C'est le cas des cartons relatifs aux tabacs, aux douanes et aux contributions indirectes (4P, 6P), dont l'explosif contenu a mis en évidence l'existence d'une dissidence de la Lorraine allemande et d'un « mythe de l'obéissance de la Moselle napoléonienne »<sup>85</sup>. Le département des Forêts, dont l'étude a imposé de se rendre au Luxembourg (Archives nationales du grand-duché du Luxembourg), en Belgique (Archives de l'État à Arlon), en Allemagne (Landeshauptarchiv Koblenz) et en France (archives départementales de la Moselle), a exigé un effort tout aussi important. Mais le peu d'éléments finalement mis à jour concernant l'opinion publique éveille quelques regrets que seules les trouvailles de Saint-Julien-lès-Metz peuvent atténuer<sup>86</sup>. Saisir l'opinion publique est indéniablement plus aisé dans des départements sièges de diocèses, d'académies et de divisions militaires – en bref, connaissant une certaine prolifération d'administrations – que dans des départements plus pauvres et enclavés, comme celui des Forêts. Enfin, concernant l'Ourthe et la Roër, leurs archives régionales (Archives de l'État à Liège et à Eupen, Hauptstaatsarchiv Düsseldorf) n'ont été que survolées, en raison des milliers de sources déjà dépouillées, d'une inventorisat

<sup>83</sup> Ernest D'HAUTERIVE, *La police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*, t. 5, Paris 1964; Nicole GOTTERI, *La police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Savary à l'Empereur*, 7 t., Paris 1997–2004.

<sup>84</sup> *Correspondance générale de Napoléon Bonaparte*, éd. par Fondation Napoléon, 15 vol. prévus, Paris 2004–.

<sup>85</sup> HORN, *Le mythe de l'obéissance de la Moselle*, p. 421–443; Id., *Les confins montagneux de langue allemande dans l'Empire napoléonien. Une forme de contre-culture dans les vieux massifs des Ardennes et des Vosges-du-Nord?*, dans: François ANTOINE et al. (dir.), *L'Empire napoléonien: une expérience européenne?*, Paris 2014, p. 439–454.

<sup>86</sup> Aux AD 57, la sous-série 29 J (Évêché de Metz) constitue un fonds énorme contenant de nombreuses pièces relatives au département de la Moselle ainsi qu'au département des Forêts.

sommaire et approximative<sup>87</sup>, et de l'existence récente d'études de qualité faisant la part belle à ces fonds d'archives régionaux<sup>88</sup>.

En complément des actes et pièces des différentes administrations napoléoniennes, d'autres sources s'offrent à l'historien, mais elles ne sont ni plus nombreuses ni forcément plus précieuses. En 1810, déjà muselée par plusieurs années de restriction des libertés<sup>89</sup>, la presse périodique semble ne pouvoir être d'aucun secours. À l'heure du raidissement autoritaire de l'Empire, celle qui, depuis longtemps, n'est plus que le relai de la propagande du régime n'a en effet rien d'une force indépendante, encore moins d'un contre-pouvoir. Les décrets du 3 août 1810 et du 4 février 1811 la placent sous la surveillance directe des préfets, laissant le commissaire spécial de police à Wesel, sur la rive gauche du Rhin, très caustiquement dire que « La Gazette de la Roër » est consacrée à célébrer les bienfaits de l'administration de M. de Ladoucette [préfet de la Roër], et « Le Mercure de Cologne » à l'éloge de ses productions littéraires<sup>90</sup>. Pour faciliter le contrôle de leur production, les journaux sont limités à un par département, après que l'on eut proposé d'en établir un seul par division militaire<sup>91</sup>. Certes, le lecteur de l'époque peut toujours juger des euphémismes, des exagérations et des chiffres suspects, de même que des prévisions infondées ou encore du ton et de l'évolution des nouvelles publiées (ce qui, par ailleurs, ne va pas sans influencer le cours des rumeurs<sup>92</sup>); cependant, la presse ne reflète plus en rien le véritable état de l'opinion. Elle est sujette à une surveillance telle qu'en 1809, selon certains contemporains, la direction des journaux semble être devenue le contraire de la direction de l'opinion publique<sup>93</sup>. Nous aurions pu, à dire vrai, analyser certains journaux étrangers (sur la rive gauche du Rhin notamment), mais leur interdiction dans l'Empire napoléonien et le caractère clandestin de leur circulation rendent difficile l'appréciation de leur influence sur l'opinion publique. S'ajoute le fait qu'ils ne sont pas lus que par une minorité fortunée, dont les opinions ne sont pas vraiment représentatives.

D'autres sources permettent évidemment de contourner le problème con-

<sup>87</sup> OLCINA, L'opinion publique en Belgique, p. 25.

<sup>88</sup> Pour l'Ourthe: *ibid.* Pour la Rhénanie: Michael ROWE, *From Reich to State. The Rhineland in the Revolutionary Age 1780–1830*, Cambridge 2003.

<sup>89</sup> Claude BELLANGER et al. (dir.), *Histoire générale de la presse française*, t. 1: Des origines à 1814, Paris 1969; André CABANIS, *La presse sous le Consulat et l'Empire (1799–1814)*, Paris 1975; Robert NETZ, *Histoire de la censure dans l'édition*, Paris 1997; Denis A. TRINKLE, *The Napoleonic Press. The Public Sphere and Oppositionary Journalism*, Lewiston, Queenston, Lampeter 2002; Pierre HORN, *Vom autokratischen Kaiserreich zur konstitutionellen Monarchie. Zensur und Emanzipation der französischen Presse im Vormärz 1804–1848*, dans: Gabriele B. CLEMENS (dir.), *Zensur im Vormärz. Pressefreiheit und Informationskontrolle in Europa, Ostfildern 2013*, p. 23–38.

<sup>90</sup> AN, F7 8294, dos. 10753 R2, Rapport général du commissaire spécial de police à Wesel, janvier 1812.

<sup>91</sup> Claude BELLANGER et al. (dir.), *Histoire générale de la presse*, p. 554.

<sup>92</sup> OLCINA, L'opinion publique en Belgique, p. 27.

<sup>93</sup> *Ibid.*



stitué par le musèlement de la presse. C'est le cas de nombreuses lettres de conscrits<sup>94</sup>, d'instructifs récits de voyage<sup>95</sup> ou encore de la publication ponctuelle de sources d'archives<sup>96</sup>. Nous recourons également aux mémoires statistiques et aux incontournables tableaux de situation départementale<sup>97</sup>, bien qu'il s'agisse là encore de sources administratives forcément partiales. La valeur historique des mémoires de la Révolution et de l'Empire n'est, quant à elle, plus à démontrer<sup>98</sup>. Pour n'en donner qu'un échantillon, on citera ici les mémoires d'un

<sup>94</sup> Entre autres auteurs: Émile FAIRON, Henri HEUSE, *Lettres de grognards*, Liège, Paris 1936; François DECKER, *Lettres de soldats luxembourgeois au service de la France, 1798–1814*, Luxembourg 1971; Ph. GUÉRIN, *Lettres des grognards de la région de Fléron*, dans: Publication trimestrielle du Cercle historique de Fléron (juin 1982), Fléron 1982.

<sup>95</sup> H. CARTON DE WIART, *La vie et les voyages d'un ouvrier foulon du pays de Verviers au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après un manuscrit inédit*, dans: *Mémoires de l'Académie royale de Belgique* 13 (1920), p. 3–59; J. B. J. BRETON, *Voyage dans la ci-devant Belgique et sur la rive gauche du Rhin*, t. 2, Paris an X; Armand Gaston CAMUS, *Voyage fait dans les départements nouvellement réunis et dans les départements du Bas-Rhin, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme à la fin de l'an X*, Paris 1803; M. PAQUET-SYMPHORIEN, *Voyage historique et pittoresque*.

<sup>96</sup> *Journaux de siège du colonel de Morlaincourt, directeur des fortifications à Luxembourg, et du capitaine hessois Renouard: MORLAINCOURT, Journal de siège; RENOUARD, Journal de siège* issu de: [...], *Die Blockade der Festung Luxemburg*; Joseph HANSEN (dir.), *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der Französischen Revolution 1780–1801*, 4 t., Düsseldorf <sup>5</sup>2004 (premières éditions: 1931, 1933, 1935, 1938); [...], *Lettre d'un voyageur anglais à Liège en 1818 et insérée dans le «Times», publiée par: Jules DECHAMPS, Napoléon et le pays de Liège*, dans: *Revue des études napoléoniennes* 20 (1923), p. 135–147; J. FRAIKIN, *La situation du département de l'Ourthe selon le préfet Micoud d'Umons. Premier semestre de l'année 1806*, dans: *La Vie wallonne* 2 (1978), p. 5–46; JEAN-JULIEN, *Metz en 1813 et 1814. Récit de M. Michel, directeur des postes de la Moselle publié et annoté par Jean-Julien*, dans: *Le Pays lorrain et le Pays messin* (1913), p. 577–590; P. DELATTRE, *Un document inédit*, dans: *Les cahiers luxembourgeois* 3 (1925–1926), p. 163–175; Gudrun GERSMANN, Hans-Werner LANGBRANDTNER (dir.), *Im Bann Napoleons. Rheinischer Adel unter französischer Herrschaft. Ein Quellenlesebuch*, Essen 2012.

<sup>97</sup> CONSTANS fils, *Tableau politique du département de l'Ourte*, Bruxelles an IX; A. F. E. M. C. DESMOUSSEAUX, *Tableau statistique du département de l'Ourthe*, Paris an IX; A. G. F. REBMANN, *Coup d'œil sur les quatre départements de la rive gauche du Rhin considérés sous le rapport des mœurs de leurs habitants, de leur industrie et des moyens d'amélioration*, Trèves an X (1802); Claude Philippe VIVILLE, *Mémoire statistique du département de la Moselle*, Paris an XI (1802); Antoine Joseph DORSCH, *Statistique du département de la Roër*, Cologne an XII (1804); Marie Frédéric Henri CHRISTIANI, *Précis historique et chronologique du pays de Luxembourg, suivi d'une notice des principales villes du département des Forêts*, Luxembourg an XIII (1805); THOMASSIN, *Mémoire statistique*; J.-B. POISSENOT, *Coup d'œil historique et statistique sur la ville d'Aix-la-Chapelle et ses environs, Aix-la-Chapelle 1808*; Sylvain Meinrad Xavier de GOLBÉRY, *Considérations sur le département de la Roër suivies de la notice d'Aix-la-Chapelle et de Borcette, Aix-la-Chapelle 1811*; Charles Emmanuel DE MICOUD D'UMONS, *Relation des événements mémorables arrivés dans l'exploitation de houille de Beaujonc près de Liège le 28 février 1812, Liège 1812*.

<sup>98</sup> Jean TULARD (dir.), *Bibliographie critique des mémoires sur le Consulat et l'Empire écrits ou traduits en français*, Genève, Paris 1991.

Viénot de Vaublanc, préfet de la Moselle puis ministre du roi Louis XVIII<sup>99</sup>, les souvenirs d'un maréchal Macdonald<sup>100</sup>, les lettres d'un Johann Arnold Kopstadt sur Clèves<sup>101</sup>, le journal personnel d'un abbé Baur décrivant l'arrivée des Prussiens à Trèves en janvier 1814<sup>102</sup>, ou encore la correspondance d'une Constance de Salm-Dyck qui, plusieurs mois par an, se trouvait sur les bords du Rhin au côté de son époux, le comte de Salm-Reifferscheidt-Dyck<sup>103</sup>. Nous y recourrons régulièrement pour sentir l'humain, tout en concédant que vu leur caractère peu représentatif et leurs travers bien connus<sup>104</sup>, il aurait été hasardeux, voire périlleux, que l'analyse repose essentiellement sur eux. À titre d'exemple, peut-on véritablement croire un Ladoucette, préfet de la Roër, écrivant dans ses mémoires avoir, à l'occasion de l'évacuation d'Aix-la-Chapelle à la mi-janvier 1814, vu »sur les deux côtés de la route dix-mille ouvriers tomb[ant] à genoux ou lev[ant] les mains au ciel, en implorant ses faveurs pour la France«<sup>105</sup>? Si certains auteurs ont récemment jugé ce témoignage digne d'être traduit en allemand<sup>106</sup>, le scepticisme est plutôt de mise lorsque d'autres sources laissent croire que »sans la présence des troupes, nous [Français] aurions été entraînés dans la boue«<sup>107</sup>. Incontestablement, les regards portés rétrospectivement renseignent moins sur l'opinion publique d'une époque que sur l'empreinte que les contemporains cherchent à laisser dans l'Histoire<sup>108</sup>. L'objectivité demeure évidemment une chimère, mais le croisement des sources et des points de vue constitue sans doute pour l'historien le moyen le plus sûr de s'en approcher, afin de définitivement enterrer les controverses façonnées dans la forge des grands mythes nationaux.

<sup>99</sup> Vincent-Marie VIÉNOT DE VAUBLANC, *Mémoires sur la Révolution de France et recherches sur les causes qui ont amené la Révolution de 1789 et celles qui l'ont suivie*, t. 3, Paris 1833.

<sup>100</sup> MACDONALD, *Souvenirs du maréchal Macdonald, duc de Tarente, avec une introduction par M. Camille Rousset*, Paris 1892.

<sup>101</sup> Johann Arnold KOPSTADT, *Über Cleve*. In *Briefen an einen Freund aus den Jahren 1811 und 1814*, Francfort/M. 1822.

<sup>102</sup> Archives municipales Sarreguemines, 9H24, *Mémoires de Nicolas Baur*.

<sup>103</sup> Société des amis du vieux Toulon et de sa région, fonds Salm (numérisation par Deutsches Historisches Institut Paris).

<sup>104</sup> Réévaluation du passé, soucis justificatif, tendance à se représenter avantageusement: OLCINA, *L'opinion publique en Belgique*, p. 26.

<sup>105</sup> Jean Charles François LADOUCKETTE, *Voyage fait en 1813 et 1814 dans le pays entre Meuse et Rhin*, Paris, Aix-la-Chapelle 1818.

<sup>106</sup> [Id.], *Reise im Jahre 1813 und 1814 durch das Land zwischen Maas und Rhein. Ergänzt durch Noten. Mit einer geographischen Karte*, Mönchengladbach 2009 (direction et traduction: Birgit GERLACH, Ina SAFRAN).

<sup>107</sup> AN, F7 8293, dos. 10722 R2, *Lettre du commissaire spécial de police à Cologne au comte Réal*, le 24 janvier 1814.

<sup>108</sup> Natalie PETITEAU, *Écrire la mémoire. Les mémorialistes de la Révolution et de l'Empire*, Paris 2012.

## État de la recherche sur la période napoléonienne et les pays annexés

D'un XIX<sup>e</sup> siècle qui voit la naissance des mythes nationaux à une période d'entre-deux-guerres marquée par l'apogée de la production nationaliste, l'écriture de l'histoire de la période napoléonienne a, en général, plus été l'apanage du romancier, de l'idéologue et du politique que du scientifique au sens communément entendu. Il faut en effet attendre la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et, pourrait-on presque dire, l'anomalie historique qu'est la construction européenne pour qu'émerge un cadre favorable à l'écriture d'une histoire ouest-européenne dépassionnée. Pour l'écriture de la période napoléonienne, c'est une véritable révolution, tant elle a peiné à sortir de l'âge des polémiques<sup>109</sup>.

### Le XIX<sup>e</sup> siècle ou la construction des mythes nationaux

La période courant de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à la veille de la Première Guerre mondiale est marquée dans les quatre pays de notre étude par la montée des nationalismes et la construction des mythes nationaux. En France, l'héritage napoléonien, réhabilité dès le règne de Louis-Philippe<sup>110</sup>, est sous le Second Empire (1852–1870) l'objet d'une admiration qui dépasse largement le cadre officiel<sup>111</sup>. Répondant à la demande d'un public friand de «littérature napoléonienne», les romanciers Erckmann et Chatrian connaissent un succès qui contribue à expliquer la force de la «légende dorée» dans de nombreuses régions françaises<sup>112</sup>. En Allemagne, c'est la période de développement des mythes des prétendues «guerres de libération» (*Befreiungskriege*). Grâce au concours d'historiens tels que Johann Gustav Droysen, le nationalisme prussien s'enracine dans les universités allemandes dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>113</sup>. L'Histoire sert la nation qui s'autocélèbre. Dans ce contexte, survient la guerre de 1870–1871. Un nouveau pallier est franchi dans la rivalité franco-allemande, le Rhin devenant l'objet d'une véritable bataille politico-historique: les Français invoquent la «traditionnelle» expansion française vers le Rhin<sup>114</sup>, les

<sup>109</sup> Aurélien LIGNEREUX, *Servir Napoléon. Policiers et gendarmes dans les départements annexés, 1796–1814*, Seyssel 2012, p. 7.

<sup>110</sup> Adolphe THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire* faisant suite à l'*Histoire de la Révolution française*, 20 vol., Paris 1845–1862.

<sup>111</sup> On pense ici à la publication de la monumentale: [...], *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>* publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, 32 vol., Paris 1858–1869.

<sup>112</sup> HORN, *Le mythe de l'obéissance de la Moselle*, p. 421, 439.

<sup>113</sup> Johann Gustav DROYSEN, *Vorlesungen über das Zeitalter der Freiheitskriege*, Kiel 1846 (réédité en 1886), cité par SMETS, *Les pays rhénans*, p. 5. Il convient de rendre hommage à l'état de la recherche, solide et convaincant, que J. Smets présente au début de son ouvrage.

<sup>114</sup> Alfred RAMBAUD, *La domination française en Allemagne. Les Français sur le Rhin*, 2 t., Paris 1873–1874.

seconds reprennent en boucle l'implacable pamphlet d'Ernst Moritz Arndt: »Der Rhein Teutschlands Strom, aber nicht Teutschlands Grenze« (1813)<sup>115</sup>.

Avec la redécouverte de la Révolution française en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>116</sup>, l'antagonisme entre les deux nations, qui interprètent son héritage de manière radicalement différente, acquiert un caractère idéologique<sup>117</sup>. Signe d'une »crise allemande de la pensée française«<sup>118</sup>, la commémoration du centenaire de la Révolution est passée sous silence par la grande revue historique allemande »Historische Zeitschrift«<sup>119</sup>. Dans un mélange de haine et d'amour pour la France, attitude ambivalente mise en lumière par Heinz-Otto Sieburg<sup>120</sup>, les historiens allemands réalisent une multitude d'études sur la domination française (1792–1814), dont certaines – rendons-leur hommage – apparaissent sérieuses<sup>121</sup>, mais dont la majorité se révèlent évidemment tendancieuses<sup>122</sup>. Si certains historiens allemands expriment à cette époque le regret, sincère, que le rapprochement franco-allemand ne soit possible<sup>123</sup>, c'est que les divergences apparaissent alors insurmontables. À une historiographie française favorable à la Révolution et à l'épopée napoléonienne, ce qui n'empêche pas les travaux de qualité<sup>124</sup>, s'oppose une historiographie allemande conservatrice et hostile aux

<sup>115</sup> SMETS, Les pays rhénans, p. 1–15, plus particulièrement p. 8.

<sup>116</sup> Alphonse AULARD, Histoire politique de la Révolution française, Paris 1900; Id., Études et leçons sur la Révolution française, 9 vol., Paris 1893–1924.

<sup>117</sup> Heinz-Otto SIEBURG, Aspects de l'historiographie allemande sur la France entre 1871 et 1914. Courants, exemples, tendances, dans: Francia 13 (1985), p. 561–578, ici p. 573.

<sup>118</sup> Claude DIGEON, La crise allemande de la pensée française, 1870–1914, Paris 1959; GÖDDE-BAUMANN Beate, Deutsche Geschichte in französischer Sicht. Die französische Historiographie von 1871 bis 1918 über die Geschichte Deutschlands und die deutsch-französischen Beziehungen in der Neuzeit, Wiesbaden 1971.

<sup>119</sup> SMETS, Les pays rhénans, p. 1–15, plus particulièrement p. 6.

<sup>120</sup> SIEBURG, Aspects de l'historiographie allemande, p. 577.

<sup>121</sup> A. WREDE, Die Feier der Geburt und der Taufe des Königs von Rom in Köln im Jahre 1811, dans: Alt-Köln 1 (1906), p. 6–10. Notons également quelques années plus tôt la parution de l'ouvrage tout en nuances de: Werner HESSE, Geschichte der Stadt Bonn während der französischen Herrschaft 1792–1815, Bonn 1879.

<sup>122</sup> Karl TÜCKING, Geschichte der Stadt Neuss, Düsseldorf, Neuss 1891; Werner BEHNKE, Aus Köln's Franzosenzeit. Nach den Quellen des Stadt-Archivs, Cologne 1901; Paul KAISER, Der kirchliche Besitz im Arrondissement Aachen gegen Ende des 18. Jahrhunderts und seine Schicksale in der Säkularisation durch die französische Herrschaft. Ein Beitrag zur Kirchen- und Wirtschaftsgeschichte der Rheinlande, Aix-la-Chapelle 1906; Alois NIESSNER, Zwanzig Jahre Franzosenherrschaft am Niederrhein 1794–1814, Aix-la-Chapelle 1907; Justus HASHAGEN, Das Rheinland unter französischer Herrschaft. Beiträge zur Charakteristik ihres Gegensatzes, Bonn 1908; Edmund KAHLENBORN, Beiträge zur niederrheinischen Kirchengeschichte unter französischer Herrschaft. Stellung der Pfarrer des Roerdepartements auf Grund der napoleonischen Kirchengesetzgebung, Bonn 1910; Peter FRIEDRICH, Verfassung der Stadt Bonn zur Zeit der französischen Herrschaft, Bonn 1911.

<sup>123</sup> SIEBURG, Aspects de l'historiographie allemande, p. 575.

<sup>124</sup> LANZAC DE LABORIE, La domination française en Belgique, t. 1; Charles SCHMIDT, Le grand-duché de Berg, 1806–1813. Étude sur la domination française en Allemagne sous Napoléon I<sup>er</sup>, Paris 1905.

principes révolutionnaires, un *Sonderweg* (voie particulière) dont on connaît le glissement vers le nazisme dans les années 1930, et qui dominera dans les universités allemandes jusque dans les années 1960<sup>125</sup>.

La publication d'ouvrages pleins de réserve et d'hostilité à l'égard de la domination française aux temps de la Révolution et de l'Empire n'est pas une spécificité allemande. L'historiographie luxembourgeoise présente un visage similaire en ce que, durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, son histoire est écrite par des auteurs – généralement des prêtres – qui font des soulèvements paysans de 1798 (*Klöppelkrieg*) le symbole de la résistance à l'occupation française destructrice de l'ordre religieux et le mythe fondateur d'un sentiment national luxembourgeois<sup>126</sup>. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré un certain intérêt évident pour la période 1792–1814<sup>127</sup>, le Luxembourg s'en tient toujours à contempler la Révolution à travers le miroir déformant de la Chouannerie<sup>128</sup>. En Belgique, même credo: nombre d'auteurs reprochent à la présence française d'avoir porté atteinte à l'Église ou entendent régler, à travers les questions d'occupation française, des problèmes linguistiques postérieurs dont l'origine se nouerait durant le régime français<sup>129</sup>. Malgré l'existence d'études sérieuses – dans la production luxembourgeoise, par exemple<sup>130</sup> – le début du XX<sup>e</sup> siècle est ainsi marqué par un foisonnement d'ouvrages tendancieux sinon ouvertement belliqueux. À défaut de constituer une césure, la Première Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres marquent un véritable apogée de cette production nationaliste.

<sup>125</sup> SMETS, Les pays rhénans, p. 2–3. Sur ce *Sonderweg*: Hubert KIESEWETTER, Von Hegel zu Hitler. Die politische Verwirklichung einer totalitären Machtstaatstheorie in Deutschland (1815–1945), Francfort/M., Berlin, Berne, New York, Paris, Vienne 1995.

<sup>126</sup> Gilbert TRAUSCH, Les Luxembourgeois devant la Révolution française, dans: Raymond POIDEVIN, Gilbert TRAUSCH (dir.), Les relations franco-luxembourgeoises de Louis XIV à Robert Schuman, Metz 1978, p. 83–117, ici p. 84. Gilbert Trausch vise en particulier: Jean ENGLING, Geschichte des sogenannten Klöppelkrieges, Luxembourg 1857; Henri-Adolphe REULAND, Der Volksaufstand in Luxemburg gegen französische Anmaßung. Geschichte des »Klöppelkrieges« in den Jahren 1797 bis 1799, Luxembourg 1889; Guillaume ZORN, Der Luxemburger Klöppelkrieg. Geschichte der Erhebung des Luxemburger Volkes gegen die Gewaltherrschaft der französischen Revolution von 1792–1799, Luxembourg, 1898.

<sup>127</sup> [...], Die Blockade der Festung Luxemburg.

<sup>128</sup> TRAUSCH, Les Luxembourgeois devant la Révolution, p. 85.

<sup>129</sup> Robert DEVLEESHOUWER, Le cas de la Belgique, dans: [COLLECTIF], Occupants et occupés, 1792–1815, Bruxelles 1969, p. 43–65, ici p. 43.

<sup>130</sup> Albert LEFORT, Histoire du département des Forêts. Le duché de Luxembourg de 1795 à 1814, Paris, Bruxelles, Luxembourg 1905; Antoine FUNCK, L'industrie au département des Forêts. Une statistique d'il y a cent ans, Diekirch 1913; Paul MEDINGER, La campagne de France et le blocus de Luxembourg en 1814, Luxembourg 1917 (revue »Ons Hémecht«, tiré à part).

## L'entre-deux-guerres ou l'apogée de la production nationaliste

Dans les historiographies française et allemande, l'entre-deux-guerres constitue à la fois une période fructueuse, au regard de la production, et une régression scientifique sans pareil<sup>131</sup>. L'histoire est récupérée, politisée, instrumentalisée. En France, le Quai d'Orsay fait appel à des historiens pour préparer la conférence de paix de 1919<sup>132</sup>. »Lavisse, Jullian, Babelon, Vidal de la Blache, Aulard, Sagnac, Julien Rovère, Pfister, Gallois, Devis, Fallex, le général Bourgeois, les Engerand, Ducrocq, et bien d'autres, tous<sup>133</sup>, au fond, n'eurent qu'une seule pensée: travailler en vue du traité de paix, pour que nous ne soyons pas surpris par la paix comme nous l'avions été par la guerre«, écrit en 1919 le député conservateur de Nancy Louis Marin (1871–1960)<sup>134</sup>. Certains historiens français entretiennent des liens troublants avec l'extrême droite de l'époque. Les travaux d'un Georges Lote, écrivant sous le couvert d'un pseudonyme, ou d'un Frantz Funck-Brentano, proche de l'Action française, sont ainsi publiés dans la collection de la «Petite Bibliothèque de la Ligue des patriotes» et préfacés par un des maîtres à penser de la droite nationaliste, Maurice Barrès<sup>135</sup>. Tous ces «auteurs patriotes»<sup>136</sup>, pour reprendre l'expression de Louis Marin, ont

<sup>131</sup> Peter SCHÖTLER, *Geschichtsschreibung in einer Trümmerwelt. Reaktionen französischer Historiker auf die deutsche Historiographie während und nach dem Ersten Weltkrieg*, dans: ID., Patrice VEIT, Michael WERNER (dir.), *Plurales Deutschland. Festschrift für Étienne François*, Göttingen 1999, p. 296–313.

<sup>132</sup> Olivier LOWCZYK, *L'historien et le diplomate en 1919. L'usage des sciences historiques dans la négociation pour les frontières de la France*, dans: *Guerres mondiales et conflits contemporains* 236 (2009/4), p. 27–44.

<sup>133</sup> Ernest LAVISSE, *La question d'Alsace-Lorraine*, Paris 1917; Camille JULLIAN, *Le Rhin gaulois: le Rhin français*, Paris [1915]; Ernest BABELON, *La grande question d'Occident. Au pays de la Sarre. Sarrelouis et Sarrebruck*, Paris 1918; Paul VIDAL DE LA BLACHE, *La frontière de la Sarre d'après les traités de 1814 et 1815*, dans: *Annales de géographie* 154 (1919), p. 249–267; Alphonse AULARD, *La paix future d'après la Révolution française et Kant. Conférence faite à la Sorbonne pour les Amis de l'université de Paris le 7 mars 1915*, Paris 1915; SAGNAC, *Le Rhin français*; Christian PFISTER, *La France et les Alsaciens-Lorrains*, Agen 1917; Lucien GALLOIS, *Variations de la frontière française du nord-est*, Paris [1919]; Maurice FALLEX, *La question de la Queich et la question du Schambourg au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1919; ENGERAND, *L'opinion publique*; Georges DUCROCQ, *Les provinces inébranlables. L'Austrasie. La question d'Alsace-Lorraine*. Metz. La Wallonie, Paris 1913.

<sup>134</sup> Préface de Louis MARIN, député conservateur de Nancy, dans: ENGERAND, *L'opinion publique*, p. IX. Sur la personne de Louis Marin: Jean-François ECK, Louis Marin, dans: Jean EL GAMMAL (dir.), *Dictionnaire des parlementaires lorrains de la III<sup>e</sup> République*, Metz 2006, p. 169–171.

<sup>135</sup> Georges LOTE (pseud.: Julien ROVÈRE), *Les survivances françaises dans l'Allemagne napoléonienne 1815–1914*, Paris 1918; ID., *La rive gauche du Rhin de 1792 à 1814*. Préface de Maurice BARRÈS, Paris 1919; Frantz FUNCK-BRENTANO, *La France sur le Rhin*. Préface de Maurice BARRÈS, Paris 1919.

<sup>136</sup> Préface de Louis MARIN, dans: ENGERAND, *L'opinion publique*, p. IX.

en commun une même méthode de travail consistant à ne considérer que les sources d'archives mettant en lumière des sympathies françaises en Rhénanie, et à faire l'impasse sur les autres<sup>137</sup>.

Si ces travaux se font moins nombreux une fois le traité de Versailles signé, la persistance des vues françaises<sup>138</sup> sur un Territoire du bassin de la Sarre placé pour quinze années sous administration internationale amène les historiens allemands à davantage noircir l'histoire de la domination française. Que ce soit dans la filmographie d'un Rudolf Meinert<sup>139</sup> ou dans les ouvrages d'un Alexander Conrady<sup>140</sup>, on exècre la domination étrangère (*Fremdherrschaft*) pour mieux exalter la patrie allemande (*Vaterland*). L'imminence du plébiscite de 1935 sur le rattachement de la Sarre au III<sup>e</sup> Reich (*Saarabstimmung*) provoque une mobilisation historique similaire à celle que l'on a observée en France vers 1919. Pour certains d'une qualité médiocre, les ouvrages qui voient le jour à cette occasion sont – initiative évidemment politique – massivement publiés à Sarrebruck pour y être lus en premier lieu par des Sarrois appelés à voter<sup>141</sup>.

Au-delà de la rivalité franco-allemande, que l'époque ne soit pas propice à l'écriture d'une histoire objective et tout en nuances s'observe également en Belgique dans les travaux d'un Paul Verhaegen, favorable à l'Église<sup>142</sup>, ou encore

<sup>137</sup> Helmut MATHY, *Die französische Herrschaft am Mitterhein 1792–1814. Vom Streitobjekt zur gemeinsamen Forschungsaufgabe deutscher und französischer Historiker*, dans: *Landeskundliche Vierteljahrsblätter* 15 (1969), p. 23–30, 65–74, tout particulièrement p. 24.

<sup>138</sup> Robert CAPOT-REY, *Le développement économique des pays sarrois sous la Révolution et l'Empire 1792–1815*, Paris 1928; Robert HERLY, *Le département de la Sarre de 1789 à 1815*, dans: *Annuaire de la Fédération historique lorraine. Annales de l'Est* (1928), p. 161–166.

<sup>139</sup> *Partie intégrante du répertoire patriotique allemand, l'exécution commanditée par Napoléon des onze officiers prussiens qui, au côté du major Ferdinand von Schill, avaient tenté de soulever le royaume de Westphalie en 1809 est durant l'entre-deux-guerres l'objet d'une nouvelle adaptation cinématographique: jouant lui-même le major von Schill, Rudolf MEINERT signe en 1926 un film muet aux accents magistralement nationalistes («Die elf Schillschen Offiziere»), auquel succède en 1932 une version parlante (affiche de cinéma de 1932 en annexe de ce travail). Les versions antérieures sont de 1909 («Der Heldentod der elf Schill'schen Offiziere zu Wesel») et 1912 («Die Erschießung der elf Schill'schen Offiziere»). Le personnage de Schill fait sa réapparition dans le monument de propagande nazie «Kolberg» (1943–1945) réalisé par Veit Harlan sur ordre du ministre de la Propagande.*

<sup>140</sup> Alexander CONRADY, *Die Rheinlande in der Franzosenzeit 1750–1815*, Stuttgart 1922. On pourrait également citer: Max SPRINGER, *Die Franzosenherrschaft in der Pfalz 1792–1814*, Stuttgart 1926.

<sup>141</sup> F. et A. ECKER, *Der Widerstand der Saarländer gegen die Fremdherrschaft der Franzosen 1792–1815*, Sarrebruck 1934; Karl HEEP, *Die letzten Jahrzehnte französischer Herrschaft in Saarlouis 1793–1815*, Sarrebruck 1934; Martin HEROLD, Josef NIESSEN, Franz STEINBACH, *Geschichte der französischen Saarpolitik. Ausgangsstellung und Angriff. Von der Saar zum Rhein. Wende und Wiederkehr*, Bonn 1934; Carl Roderich RICHTER, *Saarlouis und Frankreich: eine Auseinandersetzung mit den angeblich historischen Ansprüchen Frankreichs auf Saarlouis*, Sarrebruck 1934.

<sup>142</sup> VERHAEGEN, *La Belgique sous la domination française. Ce haut magistrat catholique est*

dans les conclusions hâtives d'auteurs flamands influencés par les théories national-socialistes<sup>143</sup>. Dans un département de la Moselle revenu à la France, après une annexion à l'Allemagne de près d'un demi-siècle, l'historien français Henry Contamine n'échappe pas à la règle. Dans son ouvrage sur Metz et la Moselle<sup>144</sup>, il contribue à l'élaboration du mythe de la fidélité bonapartiste des Mosellans, passant au passage sous silence la dissidence, pourtant manifeste, de la Lorraine allemande dans les dernières années du régime napoléonien<sup>145</sup>. Autocensure de l'auteur ou diktat de l'éditeur? Chose certaine, les parallèles entre l'état de mécontentement en Lorraine allemande dans les années 1810 et l'activisme du mouvement autonomiste nord-lorrain à la fin des années 1920 n'auraient pas manqué d'armer un Schuman ou un Sérot, partisans d'un statut à part des terres allemandes à l'intérieur de la République<sup>146</sup>.

Ainsi, peut-être positive en ce qu'elle pousse partout à se réappropriier un pan entier de l'histoire de la Révolution et de l'Empire<sup>147</sup>, l'entre-deux-guerres est une période durant laquelle les motivations d'ordre politique l'emportent très clairement sur les considérations scientifiques. Quelques travaux de qualité seraient certes à mentionner<sup>148</sup>, mais ils passent relativement inaperçus face à

qualifié d'«homme d'Ancien Régime égaré au début du XX<sup>e</sup> siècle»: DEVLEESHOEWER, Le cas de la Belgique, p. 44.

<sup>143</sup> Robert VAN ROOSBROECK, Die Bauernaufstände in den südlichen Niederlanden im Jahre 1798, dans: Rheinische Vierteljahrsblätter 4 (1937), p. 328–340; Fritz TEXTOR, Die bäuerlichen Aufstandsbewegungen gegen die französische Fremdherrschaft 1792–1815 als volksgeschichtliche Forschungsaufgabe, dans: Zeitschrift der deutsch-vlämischen Arbeitsgemeinschaft (1938), p. 57–68. Les deux auteurs sont dénoncés par: Gilbert TRAUSSCH, Du nouveau sur le *Klepelkrich*. Les soulèvements paysans de 1798 dans la région de Neufchâteau et leurs répercussions dans le département des Forêts, Luxembourg 1962 (Publications de la section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, 79), p. 124.

<sup>144</sup> CONTAMINE, Metz et la Moselle.

<sup>145</sup> HORN, Le mythe de l'obéissance de la Moselle, p. 421–443.

<sup>146</sup> Karl-Heinz ROTHENBERGER, Die elsass-lothringische Heimat- und Autonomiebewegung zwischen den beiden Weltkriegen, Berne, Francfort/M., Munich 1976; François ROTH, La sensibilité politique. De l'Union sacrée au Front populaire, dans: Michel PARISSÉ (dir.), Histoire de la Lorraine, Toulouse 1978, p. 430–437, ici p. 434–435.

<sup>147</sup> La publication de sources d'archives atteste un intérêt véritable: Charles SCHMIDT, Les sources de l'histoire des territoires rhénans de 1792 à 1814 dans les archives rhénanes et à Paris, Paris 1921; HANSEN (dir.), Quellen zur Geschichte des Rheinlandes. Des travaux continuent à voir le jour en plein conflit: Jakob TORSY, Geschichte des Bistums Aachen während der französischen Zeit 1802–1814, Bonn 1940; Jacques DROZ, Le libéralisme rhénan, 1815–1848. Contribution à l'histoire du libéralisme allemand, Paris 1940; Id., La pensée politique et morale des Cisrhénans, Paris 1940.

<sup>148</sup> Il convient ici de rendre justice à plusieurs travaux de qualité paraissant sur cette période controversée. De manière non exhaustive, en Belgique et au Luxembourg: Henri PIRENNE, Histoire de Belgique, t. 6: La conquête française. Le Consulat et l'Empire. Le royaume des Pays-Bas. La Révolution belge, Bruxelles 1926; Alphonse SPRUNCK, Le serment du Concordat et le mouvement anticoncordataire dans le département des Forêts, dans: Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg 64 (1934), p. 150–242; De manière non exhaustive, en France et en Allemagne: Paul LÉVY, Histoire linguistique d'Alsace



une historiographie officielle abondante et surmédiatisée. Comme l'illustre une méthode comparative qui ne trouve que peu d'adeptes<sup>149</sup>, les historiographies nationales restent repliées sur elles-mêmes, conservatrices et chauvines qu'elles sont. Il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir Français, Allemands, Belges et Luxembourgeois lentement reconsidérer leur histoire mutuelle.

### L'après-guerre: des premiers défrichages au réveil historiographique

La césure constituée par 1945 est notable. Les traumatismes causés par le conflit, un dégoût véritable pour les nationalismes et la douloureuse question des responsabilités contribuent à la naissance d'une histoire plus objective. Côtés français, belge et luxembourgeois, des historiens tels que Fernand L'Huillier, Jacques Droz, Georges Hansotte et Alphonse Sprunck ouvrent la voie<sup>150</sup>, suivis dans les années 1960 par un Roger Dufraisse, un Robert Devleeshouwer ou un Gilbert Trausch, qui font de la domination française dans les régions annexées leur spécialité<sup>151</sup>. Quelques expositions précoces voient le jour<sup>152</sup>. Les historiens anglo-saxons commencent à s'intéresser à la question<sup>153</sup>. En

et de Lorraine, t. 2: De la Révolution française à 1918, Strasbourg 1929 (tiré à 1000 exemplaires); Gustav MÜCKE, Die geschichtliche Stellung des Arrondissements und seines Verwalters zur Zeit der napoleonischen Herrschaft, dargestellt an dem Leben und Wirken Karl Ludwig von Keverbergs als Unterpräfekt in Cleve, Düsseldorf 1935.

<sup>149</sup> Marc BLOCH, Pour une histoire comparée des sociétés européennes, dans: Revue de synthèse historique 46 (1928), p. 15–50, plus particulièrement p. 15.

<sup>150</sup> Fernand L'HUILLIER, Recherches sur l'Alsace napoléonienne, de Brumaire à l'invasion, 1799–1813, Strasbourg 1945; Jacques DROZ, L'Allemagne et la Révolution française, Paris 1949; Id., Le romantisme politique en Allemagne, Paris 1963; Georges HANSOTTE, Histoire de la Révolution dans la principauté de Stavelot-Malmédy, Liège 1952 (Bulletin de l'Institut archéologique liégeois, 69); Alphonse SPRUNCK, Les derniers temps de l'Ancien Régime dans le Luxembourg wallon, dans: Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg (1952), p. 188–320; Marcel DUNAN, L'Allemagne de la Révolution et de l'Empire, Paris 1955.

<sup>151</sup> Gilbert TRAUSCH, La répression des soulèvements paysans de 1798 dans le département des Forêts (aspects et problèmes), Luxembourg 1967 (Publications de la section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg, 82); Id., Du nouveau sur le *Klepelkrich*; DUFRAISSE, Les départements réunis de la rive gauche du Rhin 1797–1814, dans: [COLLECTIF], Les pays sous domination française 1799–1814, Paris 1968, p. 37–77; Robert DEVLEESHOUWER, Le Consulat et l'Empire: période de »take-off« pour l'économie belge, dans: [COLLECTIF], La France à l'époque napoléonienne, Paris 1970 (Revue d'histoire moderne et contemporaine, 17), p. 610–619.

<sup>152</sup> Joseph PHILIPPE, Liège sous la République et l'Empire, 1795–1814. Catalogue de l'exposition et introduction historique, Liège 1955.

<sup>153</sup> Sydney Seymour BIRO, The German Policy of Revolutionary France. A Study in French Diplomacy During the War of the First Coalition 1792–1797, 2 t., Cambridge (Mass.) 1957; George P. GOOCH, Germany and the French Revolution, Londres 1965 (première

France et en Belgique, c'est essentiellement autour des questions économiques que se cristallise l'intérêt des historiens: le regard porté sur les pays réunis par Louis Bergeron, François Crouzet, Roger Dufraisse et José Muracciole dans un ouvrage consacré à Napoléon et l'industrie est, à ce titre, révélateur<sup>154</sup>. En pied de nez au bicentenaire de la naissance de Napoléon, un mouvement structuraliste se dessine, délaissant l'hagiographie impériale au profit des masses de granit qui la supportent<sup>155</sup>. Au Luxembourg, les travaux de Gilbert Trausch incitent d'autres historiens à suivre son exemple<sup>156</sup>. Avancée notable, un dialogue scientifique régulier commence à se mettre en place entre les différents pays<sup>157</sup>, bien qu'il soit encore prématuré avec des Allemands qui souffrent d'un évident retard historiographique<sup>158</sup>. En effet, si la République démocratique allemande abandonne rapidement le *Sonderweg*, il n'en est pas de même dans la République fédérale, où quasi tous les universitaires allemands en poste durant le III<sup>e</sup> Reich restent en place après 1945<sup>159</sup>. Cette continuité – sans faire mention du fait qu'elle est une des causes principales des mouvements étudiants allemands de 1968 (*Studentenunruhen*) – explique en quoi les travaux d'un Karl-Georg Faber, d'un Walter Grab et d'un Helmut Mathy sont alors ceux d'une minorité<sup>160</sup>.

Il faut ainsi attendre le début des années 1970 pour voir en Allemagne la

édition en 1920); Richard COBB, *The Police and the People. French Popular Protest 1789–1820*, Oxford 1970.

<sup>154</sup> [COLLECTIF], *Napoléon et l'industrie*, Paris 1971 (Souvenir napoléonien, 257), plus particulièrement: François CROUZET, Avant-propos, p. 2–3; André THÉPOT, *L'industrie du coton*, p. 4–8; Louis BERGERON, *L'industrie de la laine*, p. 9–12; José MURACCIOLE, *Napoléon et l'aide aux manufacturiers en 1810–1811*, p. 13–14; DUFRAISSE, *L'industrialisation de la rive gauche du Rhin*, p. 28–33.

<sup>155</sup> Aurélien LIGNEREUX, *L'Empire des Français, 1799–1815*, Paris 2012, p. 9–10.

<sup>156</sup> Paul SPANG, *La Saint-Napoléon à Luxembourg, 1802–1813*, dans: Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise 21 (1969/2), p. 109–124; Marcel BOURGUIGNON, *Inventaire des archives de l'Administration du département des Forêts*, Bruxelles 1969; Georges KONSBRÜCK, *Les principaux cours d'eau et la navigation du département des Forêts, 1795–1814*, Schwebsange, Luxembourg 1970.

<sup>157</sup> De manière non exhaustive: [COLLECTIF], *Occupants et occupés, 1792–1815*, Bruxelles 1969 (colloque de Bruxelles des 29 et 30 janvier 1968); [COLLECTIF], *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles 1968.

<sup>158</sup> SMETS, *Les pays rhénans*, p. 2.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 7–8.

<sup>160</sup> Karl-Georg FABER, *Verwaltungs- und Justizbeamte auf dem linken Rheinufer während der französischen Herrschaft. Eine personengeschichtliche Studie*, dans: [COLLECTIF], *Aus Geschichte und Landeskunde*, Bonn 1960 (Festschrift für Franz Steinbach), p. 350–388; *Id.*, *Andreas van Recum 1765–1828. Ein rheinischer Kosmopolit*, Bonn 1969; Walter GRAB, *Norddeutsche Jakobiner. Demokratische Bestrebungen zur Zeit der Französischen Revolution*, Francfort/M. 1967; *Id.*, *La réaction de la population de la Rhénanie face à l'occupation par les armées révolutionnaires françaises, 1792–1799*, dans: [COLLECTIF], *Occupants et occupés, 1792–1815*, Bruxelles 1969, p. 121–140; Helmut MATHY, *Anton Joseph Dorsch 1758–1819. Leben und Werk eines rheinischen Jakobiners*, dans: *Mainzer Zeitschrift* 62 (1967), p. 1–55.

multiplication et la diversification des travaux sur la période 1789–1814<sup>161</sup>. Un article d'Helmut Mathy, au titre révélateur (1969)<sup>162</sup>, la contribution de l'historien français François Crouzet à l'ouvrage »Napoleon und Europa« (1971)<sup>163</sup> ou encore la publication du premier numéro de la revue de l'Institut historique allemand »Francia«<sup>164</sup> illustrent une certaine prise de conscience. Incontestablement, l'historiographie allemande rattrape le retard accumulé, même si certains historiens français observent que cela se fait lentement. En 1977, dans un compte rendu intitulé »nouveaux points de vue allemands sur l'Europe napoléonienne«, Louis Bergeron regrette ainsi que l'histoire des pays soumis à la domination directe ou indirecte de la France, au temps de la conquête révolutionnaire et napoléonienne, souffre toujours d'un retard persistant, imputable à une double désaffection: celle des historiens français qui s'aventurent trop rarement hors de l'hexagone ou du domaine francophone; celle des historiens d'autres nationalités, dont certains demeurent prisonniers d'un préjugé global défavorable à l'égard de périodes caractérisées par la perte de l'indépendance et par des souffrances ou des dommages de toutes sortes<sup>165</sup>. Si la remarque de Louis Bergeron relativement au retard de l'historiographie allemande n'est pas dénuée de tout fondement (à la fin des années 1970 certains auteurs persistent toujours à représenter le régime français comme une domination étrangère<sup>166</sup>), elle manque cependant de justesse dans la mesure où plusieurs travaux de qualité, autres que ceux qui sont cités par l'historien français<sup>167</sup>, voient le jour à cette époque<sup>168</sup>.

<sup>161</sup> SMETS, Les pays rhénans, p. 9–10.

<sup>162</sup> MATHY, Die französische Herrschaft, p. 23–30, 65–74.

<sup>163</sup> François CROUZET, Kriege, Kontinentalsperre und wirtschaftliche Veränderungen in Europa 1792 bis 1815, dans: Heinz-Otto SIEBURG (dir.), Napoleon und Europa, Cologne, Berlin 1971, p. 231–250.

<sup>164</sup> Dans le premier numéro, daté de 1973, quinze historiens français et allemands présentent pour la première fois ensemble et sur plus de 250 pages leurs travaux sur la période napoléonienne: Francia 1 (1973).

<sup>165</sup> Louis BERGERON, Nouveaux points de vue allemands sur l'Europe napoléonienne, dans: Annales. Économies, sociétés, civilisations 32/3 (1977), p. 622–625, tout particulièrement p. 622.

<sup>166</sup> Viktor GIELEN, Aachen unter Napoleon, Aix-la-Chapelle 1977; Franz Josef ANTWERPES, Die Nöte des Herrn Schaaafhausen, dans: Georg BÖNISCH (dir.), Köln und Preußen. Kultur- und sozialgeschichtliche Skizzen des 19. Jahrhunderts, mit einem Exkurs über den kölschen Klüngel, Cologne 1982, p. 9–34: »Wir wissen, mit welcher planmäßigen Grausamkeit und Gewalt Napoleon und die Franzosen die letzten zehn Jahre gearbeitet haben, deutsche Sitte und Sprache ja jede Liebe und Erinnerung des Alten jenseits des Rheins auszurotten«.

<sup>167</sup> Louis Bergeron (BERGERON, Nouveaux points de vue allemands, p. 622) salue les ouvrages suivants: Richard BÜTTNER, Die Säkularisation der Kölner geistlichen Institutionen. Wirtschaftliche und soziale Bedeutung und Auswirkungen, Cologne 1971; Helmut BERDING, Napoleonische Herrschafts- und Gesellschaftspolitik im Königreich Westfalen 1807 bis 1813, Göttingen 1973.

<sup>168</sup> Karl-Georg FABER, Die Rheinländer und Napoleon, dans: Francia 1 (1973), p. 374–394; Heinrich SCHEEL, Die Mainzer Republik, 3 t., Berlin 1975, 1981, 1989; Winfried

L'échec relatif de l'histoire sociale et économique<sup>169</sup> ne doit pas occulter l'évolution positive et l'indéniable maturité que les historiographies respectives atteignent à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Associé à un esprit pionnier, d'aventure scientifique, d'enthousiasme, d'ouverture vers l'international et l'interdisciplinaire, le comparatisme se développe en histoire<sup>170</sup>. En Allemagne, l'ouvrage de Hansgeorg Molitor sur le comportement des Rhénans face au pouvoir français jusqu'en 1814 se fait remarquer<sup>171</sup>. Colloques et ouvrages collectifs sur la période française fleurissent, confirmant l'impression que les chercheurs allemands se réapproprient l'histoire de la période française<sup>172</sup>. En France, Roger Dufraisse, quelque peu esseulé dans son champ d'étude sur l'espace germanique napoléonien, assoit sa réputation internationale par de nouveaux travaux sur l'Allemagne et la rive gauche du Rhin<sup>173</sup>. Pierre Aycoberry, déjà connu pour ces travaux sur l'espace allemand, publie un ouvrage central sur la ville de Cologne<sup>174</sup>. En Belgique, une exposition sur Napoléon et le Brabant est organisée dans l'hôtel de ville de Bruxelles<sup>175</sup>. Il convient également d'ajouter qu'à la tête du groupe d'étude sur le XVIII<sup>e</sup> siècle Roland Mortier et

DOTZAUER, Freimauresgesellschaften am Rhein, Wiesbaden 1977; Friedrich GORISSEN, Geschichte der Stadt Kleve. Von der Residenz zur Bürgerstadt, von der Aufklärung bis zur Inflation, Clèves 1977.

<sup>169</sup> LIGNERIEUX, L'Empire des Français, p. 10: « Cette histoire sociale et économique peine cependant à s'ancrer. Son refus de la narration et l'aridité de ses outils malmènent les attentes d'un auditoire traditionnel; surtout, les quinze ans de l'épisode [napoléonien] s'avèrent impropres à la saisie de phénomènes qui ne se dégagent que dans une durée plus longue. Le souci d'une histoire dépersonnalisée demeure, mais celle-ci, dépourvue par la suite de l'ambition sérielle, se confine alors à l'évocation de la vie quotidienne sous (sans) Napoléon ».

<sup>170</sup> KAELBLE, Les mutations du comparatisme, p. 11.

<sup>171</sup> MOLITOR, Vom Untertan zum Administré.

<sup>172</sup> Helmut BERDING, Hans-Peter ULLMANN (dir.), Deutschland zwischen Revolution und Restauration, Königstein, Düsseldorf 1981; Voss Jürgen (dir.), Deutschland und die Französische Revolution, Munich, Zürich 1983; Helmut BERDING (dir.), Soziale Unruhen in Deutschland während der Französischen Revolution, Göttingen 1988; Peter HÜTTENBERGER, Hans-Georg MOLITOR (dir.), Franzosen und Deutsche am Rhein 1789, 1918, 1945, Essen 1989; Helmut BERDING, Étienne FRANÇOIS, Hans-Peter ULLMANN (dir.), Deutschland und Frankreich im Zeitalter der Französischen Revolution, Frankfurt/M. 1989.

<sup>173</sup> Michel RICHARD, Roger DUFRAISSE, Grands notables du Premier Empire, t. 3: Bas-Rhin, Sarre, Mont-Tonnerre, Rhin-et-Moselle, Roër, Paris 1978; Roger DUFRAISSE, L'intégration « hégémoniale » de l'Europe sous Napoléon 1<sup>er</sup>, dans: Revue de l'Institut Napoléon 142 (1984), p. 11–42, également paru en allemand: Die »hegemoniale« Integration Europas unter Napoleon I., dans: Helmut BERDING (dir.), Wirtschaftliche und politische Integration in Europa im 19. und 20. Jahrhundert, Göttingen 1984, p. 34–44.

<sup>174</sup> Pierre AYCÖBERRY, Cologne entre Napoléon et Bismarck. La croissance d'une ville rhénane, Paris 1981. Publication la même année de: Id., Marc FERRO (dir.), Une histoire du Rhin, Paris 1981.

<sup>175</sup> Napoléon et le Brabant: département de la Dyle (1792–1815), catalogue de l'exposition à l'hôtel de ville de Bruxelles (20 juillet–7 août 1983), éd. par Province de Brabant, Bruxelles 1983.

Hervé Hasquin éditent plusieurs ouvrages consacrés à la fin de l’Ancien Régime et à la Révolution française<sup>176</sup>. Au Luxembourg, Gilbert Trausch, qui pour sa part est à l’origine d’un colloque sur les relations franco-luxembourgeoises<sup>177</sup>, fait école<sup>178</sup>. Cet élan de la recherche consacrée à la période 1794–1814 est partagé par les historiens anglo-saxons, qui réalisent à cette époque plusieurs études devenues célèbres<sup>179</sup>.

### Élan de la recherche récente et écriture croisée d’une histoire européenne

Dans un contexte d’accélération du processus d’intégration européenne, les années 1990 marquent une véritable métamorphose. À l’image du mode de vie des Européens, plus tourné vers l’extérieur, comparer est devenu une manière quotidienne de penser. Il ne s’agit plus d’une activité savante<sup>180</sup>. La tendance du comparatisme classique à cloisonner les objets étudiés plutôt qu’à les ouvrir<sup>181</sup> conduit à la naissance de l’histoire croisée, dont la spécificité est d’interroger les échanges, les circulations des hommes, des biens, des idées, les phénomènes de connexions et de transferts culturels, dans une approche résolument dynamique<sup>182</sup>. En ce qui concerne la production scientifique, la tendance jusqu’alors observée connaît une inversion remarquable: tandis qu’en France personne

<sup>176</sup> Roland MORTIER, Hervé HASQUIN (dir.), *L’influence française dans les Pays-Bas autrichiens et la principauté de Liège au temps de Voltaire et de Jean-Jacques Rousseau, 1730–1778*, Bruxelles 1979 (Études sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 6); [COLLECTIF], *Unité et diversité de l’empire des Habsbourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles 1988 (Études sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 15); [COLLECTIF], *Deux aspects contestés de la politique révolutionnaire en Belgique: langue et culte*, Bruxelles 1989 (Études sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, 16).

<sup>177</sup> POIDEVIN, TRAUSCH, *Les relations franco-luxembourgeoises*.

<sup>178</sup> J. MERTENS, *Le rapport de la «Commission des poids et mesures» du département des Forêts 1798*, dans: Hémecht. Revue d’histoire luxembourgeoise 29 (1977/4), p. 525–538; Jacques DOLLAR, *Napoléon et le Luxembourg*, Luxembourg 1979; François DECKER, *La conscription militaire dans le département des Forêts*, 2 t., Luxembourg 1980.

<sup>179</sup> Jeffery M. DIEDENDORF, *Businessmen and Politics in the Rhineland 1789–1834*, Princeton 1980; Geoffrey ELLIS, *Napoleon’s Continental Blockade. The Case of Alsace*, Oxford 1981; Timothy C. W. BLANNING, *The French Revolution in Germany. Occupation and Resistance in the Rhineland 1792–1802*, Oxford 1983; Gwynne LEWIS, Colin LUCAS, *Beyond the Terror. Essays in French Regional and Social History 1794–1815*, Cambridge 1983 (Mélanges Richard Cobb); Isser WOLOCH, *Napoleonic Conscription. State Power and Civil Society*, dans: *Past and Present* 111 (1986), p. 101–129; Stuart WOOLF, *Napoleon’s Integration of Europe*, Londres, New York 1991.

<sup>180</sup> KAEUBLE, *Les mutations du comparatisme*, p. 10.

<sup>181</sup> Comparer, dans les années 1970 et 1980, voulait souvent dire penser selon les catégories de l’avancement et du retard, de la modernité et du traditionalisme. L’espace du comparatisme classique était généralement le monde atlantique, les États-Unis s’imposant comme mesure de modernité (KAEUBLE, *Les mutations du comparatisme*, p. 12–13).

<sup>182</sup> ESPAGNE, *Au-delà du comparatisme*, p. 35–39; BABY, ZANCARINI-FOURNEL, *Introduction*, p. 6; KAEUBLE, *Les mutations du comparatisme*, p. 14–15.

ne semble disposé à assurer la relève de Roger Dufraisse qui, on s'en rend compte, assurait à lui seul une partie importante des travaux relatifs aux pays réunis<sup>183</sup>, les chercheurs étrangers font preuve d'un intérêt croissant pour ce qu'ils appellent la «période française» ou le «régime français». En Belgique, portée par des historiens tels que Hervé Hasquin ou Georges Hansotte, la production scientifique se soutient<sup>184</sup>. Au Luxembourg, une exposition et plusieurs études contribuent à étoffer la connaissance qu'on en a<sup>185</sup>. Surtout, élément de loin le plus remarquable, on assiste désormais en Allemagne à un authentique engouement. C'est à cette époque que les ouvrages de Charles Schmidt sur le grand-duché de Berg (1905) et de Pierre Ayçoberry sur la ville de Cologne (1981) sont traduits en allemand<sup>186</sup>. Une multitude d'études, au premier rang desquelles figurent les travaux du groupe de recherche trévirois Zwischen Rhein und Maas, voit le jour<sup>187</sup>. Sous la direction de Wolfgang Schieder, les ventes des

<sup>183</sup> À l'ouvrage: Jean TULARD (dir.), *L'Europe de Napoléon*, Le Coteau 1989, il apporte trois contributions: Roger DUFRAISSE, *L'Allemagne napoléonienne jusqu'en 1809*, p. 111–178; Id., *La Prusse de 1806 à 1813*, p. 323–344; Id., *L'écroulement de la domination française en Allemagne*, p. 473–510. Ces principales contributions sont rassemblées dans un ouvrage: Id., *L'Allemagne à l'époque napoléonienne. Questions d'histoire politique, économique et sociale*, Bonn, Berlin 1992.

<sup>184</sup> Hervé HASQUIN (dir.), *La vie culturelle dans nos provinces à l'époque française*, Bruxelles 1989; Id. (dir.), *La Belgique française, 1792–1815*, Bruxelles 1993; Cécile DOUXCHAMPS-LEFÈVRE, Georges HANSOTTE, *Grands notables du Premier Empire*, t. 22–23: Sambre-et-Meuse, Ourthe, Paris 1995; [COLLECTIF], *Mélanges Georges Hansotte*, Liège 1986 (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, 98). Notons également, de manière non exhaustive, les ouvrages suivants: Philippe RAXHON, *La Révolution liégeoise de 1789 vue par les historiens belges*, Bruxelles 1989; Pierre HANNICK, *Neufchâteau de 1755 à 1814. De la prévôté à la sous-préfecture*, Arlon 1990; Pierre ISRAËL, *Verviers vingt ans sous la République et l'Empire*, Dison 1996; José QUITIN, *La musique à Liège entre deux révolutions, 1789–1830*, Sprimont 1997; François ANTOINE, *La vente des biens nationaux dans le département de la Dyle*, Bruxelles 1997; Id., *Les institutions publiques du Concordat et de l'Empire dans les départements réunis, 1799–1814*, Bruxelles 1998.

<sup>185</sup> Paul MARGUE, *Apôtres ou prévaricateurs? Observations sur l'administration directoriale au département des Forêts*, dans: *Revue du Nord* 72 (1990), p. 152–154; Alain ATTEN, *Siège et prise de la forteresse de Luxembourg 1794–1795. Exposition documentaire, iconographique et numismatique du 7 au 20 juin 1995*, Luxembourg 1995; André NEUBERG (dir.), *À l'épreuve de la Révolution: l'Église en Luxembourg de 1795 à 1802*, Bastogne 1996; Jo KOHN, *L'insurrection dans les cantons wallons du département des Forêts. De la guerre des cocardes en l'an IV (1796) au Klëppelkrich en l'an VI (1798)*, dans: *Bulletin de liaison de l'Union royale des croix de guerre belges* (1999/3), p. 8–11.

<sup>186</sup> Charles SCHMIDT, *Das Großherzogtum Berg 1806–1813. Eine Studie zur französischen Vorherrschaft in Deutschland unter Napoleon I.*, Neustadt/Aisch 1999 (traduction de l'édition française de 1905); Pierre AYÇOBERRY, *Köln zwischen Napoleon und Bismarck. Das Wachstum einer rheinischen Stadt*, Cologne 1996 (traduction de l'édition française de 1981).

<sup>187</sup> Sabine GRAUMANN, *Französische Verwaltung am Niederrhein. Das Roerdepartement 1798–1814*, Essen 1990; Jürgen MÜLLER, *Von der alten Stadt zur neuen Munizipalität. Die Auswirkungen der Französischen Revolution in den linksrheinischen Städten Speyer und Koblenz, Coblenz* 1990; Manfred KOLTES, *Das Rheinland zwischen Frankreich und Preußen. Studien zu Kontinuität und Wandel am Beginn der preußischen Herrschaft*

biens nationaux dans les quatre départements rhénans sont pour la première fois inventoriées<sup>188</sup>, les acquéreurs, volontiers spéculateurs, font l'objet d'une monographie réalisée par Gabriele B. Clemens<sup>189</sup>. À la même époque, Calixte Hudemann-Simon réalise deux travaux majeurs sur la police médicale et sur la lutte contre la mendicité en Rhénanie napoléonienne<sup>190</sup>. Après la rive gauche du Rhin, les États vassaux et les États modèles font l'objet d'un intérêt croissant<sup>191</sup>.

Cet élan de la recherche allemande se confirme dans les années 2000<sup>192</sup>, tout particulièrement autour d'un projet trévirois intitulé »Staat im Dorf«<sup>193</sup>. En

1814–1822, Cologne, Weimar, Vienne 1992; Thomas R. KRAUS (dir.), *Auf dem Weg in die Moderne. Aachen in französischer Zeit 1792/1793, 1794–1814*, Aix-la-Chapelle 1994; Uwe ANDRAE, *Die Rheinländer, die Revolution und der Krieg 1794–1798. Studie über das Erzstift Köln unter der Besatzung durch französische Revolutionstruppen 1794–1798 im Spiegel von Petitionen*, Essen 1994; Christof DIPPER, Wolfgang SCHIEDER, Reiner SCHULZE (dir.), *Napoleonische Herrschaft in Deutschland und Italien. Verwaltung und Justiz*, Berlin 1995; Cilli KASPAR-HOLTKOTTE, *Juden im Aufbruch. Zur Sozialgeschichte einer Minderheit im Saar-Mosel-Raum um 1800*, Hanovre 1996; Christopher BUCHHOLTZ, *Französischer Staatskult 1792–1813 im linksrheinischen Deutschland*, Frankfurt/M. 1997.

<sup>188</sup> Wolfgang SCHIEDER (dir.), *Säkularisation und Mediatisierung in den vier rheinischen Departements 1803–1813. Edition des Datenmaterials der zu veräußernden Nationalgüter*, 7 t., Boppard, 1991.

<sup>189</sup> CLEMENS, *Immobilienhändler und Spekulanten*.

<sup>190</sup> Calixte HUDEMANN-SIMON, *L'État et la santé. La politique de santé publique ou »police médicale« dans les quatre départements rhénans, 1794–1814*, Sigmaringen 1995. Id., *L'État et les pauvres. L'assistance et la lutte contre la mendicité dans les quatre départements rhénans, 1794–1814*, Sigmaringen 1997.

<sup>191</sup> Stefan BRAKENSIEK, *Fürstendiener – Staatsbeamte – Bürger. Amtsführung und Lebenswelt der Ortsbeamten in niederhessischen Kleinstädten 1750–1830*, Göttingen 1999; Veit VOLTZKE (dir.), *Napoleon. Trikolore und Kaiseradler über Rhein und Weser*, Cologne, Weimar, Vienne 2007; Michael EISSENHAUER, Thorsten SMIDT (dir.), *König Lustik!? Auf den Spuren von König Jérôme in Kassel; ein Stadtrundgang*, Cassel 2008; Jens FLEMMING, Dietfrid KRAUSE-VILMAR (dir.), *Fremdherrschaft und Freiheit. Das Königreich Westphalen als napoleonischer Modellstaat*, Cassel 2009.

<sup>192</sup> Elisabeth DÜHR, Christl LEHNERT-LEVEN (dir.), *Unter der Trikolore/Sous le drapeau tricolore. Trier in Frankreich – Napoleon in Trier/Trèves en France – Napoléon à Trèves, Trèves 2004 (Katalog-Handbuch); Klaus MÜLLER, *Geschichte der Stadt Köln. Köln von der französischen zur preußischen Herrschaft 1794–1815*, Cologne 2005; Ute PLANERT, *Der Mythos vom Befreiungskrieg. Frankreichs Kriege und der deutsche Süden. Alltag – Wahrnehmung – Deutung 1792–1841*, Paderborn 2007; VOLTZKE (dir.), *Napoleon. Trikolore und Kaiseradler*; Armin HEINEN, Dietmar HÜSER (dir.), *Tour de France. Eine historische Rundreise*, Stuttgart 2008 (Festschrift für Rainer Hudemann); Kerstin THEIS, Jürgen WILHELM (dir.), *Frankreich am Rhein. Die Spuren der »Franzosenzeit« im Westen Deutschlands*, Cologne 2009; Werner TSCHACHER, *Königtum als lokale Praxis. Aachen als Feld der kulturellen Realisierung von Herrschaft. Eine Verfassungsgeschichte ca. 800–1918*, Stuttgart 2010 (HMRG Beihefte, 80); Claudie PAYE, *»Der französischen Sprache mächtig«. Kommunikation im Spannungsfeld von Sprachen und Kulturen im Königreich Westphalen 1807–1813*, Munich 2013 (Pariser Historische Studien, 100); Andreas BECKER, *Napoleonische Elitenpolitik im Rheinland. Die protestantische Geistlichkeit im Roerdepartement 1802*, Cologne, Weimar, Vienne 2011.*

<sup>193</sup> *Staat im Dorf: der Wandel lokaler Herrschaftsstrukturen im Rhein-Maas-Raum während des Aufstiegs des modernen bürokratischen Anstaltstaates (französische, luxemburgische*

Belgique et au Luxembourg, les études sur le régime français se développent<sup>194</sup>. Théorisée, l'histoire croisée connaît un développement remarquable. De toute évidence, on prend conscience que, dans un monde de plus en plus globalisé, nombre de phénomènes nécessitent une approche transnationale qui dépasse les historiographies nationales<sup>195</sup>. C'est dans ce contexte qu'en France Natalie Petiteau appelle en 2003 les spécialistes de la période napoléonienne à sortir des sentiers traditionnels<sup>196</sup>. Le message est entendu. Encouragés par l'exemple

und deutsche Erfahrungen im Vergleich) [projet B12]: Lutz RAPHAEL, Vergleichende Mikrostudien zwischen Maas und Rhein im 19. Jahrhundert – eine Einführung, dans: Norbert FRANZ, Bernd-Stefan GREWE, Michael KNAUFF (dir.), Landgemeinden im Übergang zum modernen Staat. Vergleichende Mikrostudien im linksrheinischen Raum, Mayence 1999 (Trierer Historische Forschungen, 36), p. 9–20; Lutz RAPHAEL, Staat im Dorf – Transformation lokaler Herrschaft zwischen 1750 und 1850. Französische und westdeutsche Erfahrungen in vergleichender Perspektive, dans: Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie 51 (2003/1), p. 43–61; Tobias DIETRICH, Konfession im Dorf. Westeuropäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert, Cologne, Weimar, Vienne 2004 (Industrielle Welt, 65); Ruth DÖRNER, Staat und Nation im Dorf. Erfahrungen im 19. Jahrhundert. Frankreich, Luxemburg, Deutschland, Munich 2006 (Forum Europäische Geschichte, 1); ID., Norbert FRANZ, Christine MAYR (dir.), Lokale Gesellschaften im historischen Vergleich. Europäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert, Trier 2001 (Trierer Historische Forschungen, 46); Norbert FRANZ, Durchstaatlichung und Ausweitung der Kommunalaufgaben im 19. Jahrhundert. Tätigkeitsfelder und Handlungsspielräume ausgewählter französischer und luxemburgischer Landgemeinden im mikrohistorischen Vergleich 1805–1890, Trier 2006 (Trierer Historische Forschungen, 60); ID., Bernd-Stefan GREWE, Michael KNAUFF (dir.), Landgemeinden im Übergang zum modernen Staat. Vergleichende Mikrostudien im linksrheinischen Raum, Mayence 1999 (Trierer Historische Forschungen, 36); Bernd-Stefan GREWE, Der versperrte Wald. Ressourcenmangel in der bayerischen Pfalz 1814–1870, Cologne, Weimar, Vienne 2004 (Umwelthistorische Forschungen, 1); Christine MAYR, Zwischen Dorf und Staat. Amtspraxis und Amtsstil französischer, luxemburgischer und deutscher Landgemeindegemeinder im 19. Jahrhundert. Ein mikrohistorischer Vergleich, Berne, Francfort/M. 2006 (Trierer Studien zur Neueren und Neuesten Geschichte, 1).

<sup>194</sup> En Belgique, de manière non exhaustive: Jean STENGERS, Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918, t. 1: Les racines de la Belgique, Bruxelles 2000; Albert MILET, Mgr Fr.-J. Hirn (1751–1819), premier évêque concordataire du diocèse de Tournai, 1802–1819. Un épiscopat difficile, Bruxelles 2002; Marie-Rose THIELEMANS, Goswin, baron de Stassart (1780–1854). Politique et franc-maçonnerie, Bruxelles 2008; OLCINA, L'opinion publique en Belgique, 2010; Roland PINNEL, Le »Kolléisch« au temps du département des Forêts, 1795–1814, dans: [COLLECTIF], 400 Joer Kolléisch, t. 1: Du collège jésuite au collège municipal, 1603–1815, Luxembourg, 2003, p. 267–287; Jean-Claude MÜLLER, Fernand G. EMMEL, Le registre de prise de noms des Juifs de Luxembourg (département des Forêts) en 1808, dans: Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg 86 (2005), p. 255–286; Philippe NILLES, Le tribunal criminel du département des Forêts sous le Consulat et l'Empire, dans: Galerie. Revue culturelle et pédagogique 29 (2011/3), p. 383–400; Ally LEYTEM, La vente des biens du clergé dans le département des Forêts, dans: De Familjefuerscher. Association luxembourgeoise de généalogie et d'héraldique 87 (2012), p. 3–70.

<sup>195</sup> BABY, ZANCARINI-FOURNEL, Introduction, p. 6.

<sup>196</sup> Natalie PETITEAU (dir.), Voies nouvelles pour l'histoire du Premier Empire, Paris 2003.